

DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NUMERO — 6\$80

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias, de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS		
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre 200\$
A 1.ª série	140\$	" 80\$
A 2.ª série	120\$	" 70\$
A 3.ª série	120\$	" 70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37.701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 41 716:

Aprova, para ratificação, a Convenção aduaneira sobre a importação temporária de veículos rodoviários particulares, assinada em Nova Iorque em 4 de Junho de 1954.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 41 716

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para ratificação, a Convenção aduaneira sobre a importação temporária de veículos rodoviários particulares, assinada em Nova Iorque em 4 de Junho de 1954, cujo texto francês e respectiva tradução para português são os que seguem anexos ao presente decreto-lei.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 5 de Julho de 1958. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *Marcello Caetano* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Raul Jorge Rodrigues Ventura* — *Francisco de Paula Leite Pinto* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *Henrique Veiga de Macedo*.

Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules rotiers privés

Les Etats contractants,

Désireux de faciliter le développement du tourisme international,

Considérant les objets de la Convention sur la Circulation Routière, adoptée par la Conférence des Nations Unies sur les Transports Routiers et les Transports Automobiles, tenue à Genève du 23 août au 19 septembre 1949 et ouverte à la signature à Genève le 19 septembre 1949,

Ont décidé de conclure une Convention et sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE PREMIER

Définitions

ARTICLE 1

Aux fins de la présente Convention on entend:

a) Par «droits et taxes d'entrée», non seulement les droits de douane, mais aussi tous droits et taxes quelconques exigibles du fait de l'importation;

b) Par «véhicules», à moins que le contraire ne résulte du contexte, tous véhicules routiers à moteur (y compris les cycles à moteur) et les remorques (importées avec le véhicule ou séparément), ainsi que

leurs pièces de rechange, leurs accessoires et équipement normaux importés avec le véhicule;

c) Par «usage privé», l'utilisation à des fins autres que le transport de personnes moyennant rémunération, prime ou autre avantage matériel, et autres que le transport industriel ou commercial de marchandises avec ou sans rémunération;

d) Par «titre d'importation temporaire», le document douanier permettant de constater la garantie ou la consignation des droits et taxes d'entrée;

e) Par «personnes», les personnes physiques et morales, à moins que le contraire ne résulte du contexte.

CHAPITRE II

Importation en franchise des droits et taxes d'entrée sans prohibitions ni restrictions d'importation

ARTICLE 2

1. Chacun des Etats contractants admet en franchise temporaire des droits et taxes d'entrée, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation et sous les autres conditions prévues par la présente Convention, les véhicules appartenant à des personnes qui ont leur résidence normale en

dehors de son territoire et qui sont importés et utilisés pour leur usage privé à l'occasion d'une visite temporaire, soit par les propriétaires de ces véhicules, soit par d'autres personnes qui ont leur résidence normale en dehors de son territoire.

2. Ces véhicules sont placés sous le couvert d'un titre d'importation temporaire garantissant le paiement des droits et taxes d'entrée et, éventuellement, des amendes douanières encourues, sous réserve des dispositions spéciales prévues par le paragraphe 4 de l'article 27.

ARTICLE 3

Sont admis en franchise des droits et taxes d'entrée, et sans prohibitions ni restrictions d'importation, les combustibles et carburants contenus dans les réservoirs normaux des véhicules importés temporairement, étant entendu que le réservoir normal est celui prévu par le constructeur pour le type de véhicule en question.

ARTICLE 4

1. Les pièces détachées importées pour servir à la réparation d'un véhicule déterminé déjà importé temporairement sont admises temporairement en franchise des droits et taxes d'entrée et sans prohibitions ni restrictions d'importation. Les Etats contractants peuvent exiger que ces pièces soient placées sous le couvert d'un titre d'importation temporaire.

2. Les pièces remplacées non réexportées sont passibles des droits et taxes d'entrée à moins que, conformément à la réglementation du pays intéressé, elles ne soient abandonnées franches de tous frais au Trésor public ou bien détruites, sous contrôle officiel, aux frais des intéressés.

ARTICLE 5

Sont admis au bénéfice de la franchise des droits et taxes d'entrée, et sans prohibitions ni restrictions d'importation, les formulaires de titres d'importation temporaire et de circulation internationale destinés à être délivrés aux personnes résidant dans le pays d'importation desdits formulaires qui veulent se rendre dans d'autres pays, et qui sont expédiés aux associations de tourisme autorisées par les associations étrangères correspondantes, par les organisations internationales ou par les autorités douanières des Etats contractants.

CHAPITRE III

Délivrance des titres d'importation temporaire

ARTICLE 6

1. Conformément aux garanties et sous les conditions qu'il peut déterminer, chaque Etat contractant peut habiliter des associations, et notamment celles qui sont affiliées à une organisation internationale, à délivrer soit directement, soit par l'intermédiaire d'associations correspondantes, les titres d'importation temporaire prévus par la présente Convention.

2. Les titres d'importation temporaire peuvent être valables pour un seul pays ou territoire douanier ou pour plusieurs pays ou territoires douaniers.

3. La durée de validité de ces titres ne peut pas excéder une année à compter du jour de leur délivrance.

ARTICLE 7

1. Les titres d'importation temporaire valables pour les territoires de tous les Etats contractants ou de plusieurs d'entre eux seront désignés sous le nom de « carnets de passages en douane » et doivent être conformes au modèle qui figure à l'annexe 1 de la présente Convention.

2. Si le carnet de passages en douane n'est pas valable pour un ou plusieurs territoires, l'association qui délivre le titre doit en faire mention sur la couverture et les volets d'entrée du carnet.

3. Les titres d'importation temporaire valables exclusivement pour le territoire d'un seul Etat contractant peuvent être conformes au modèle figurant à l'annexe 2 ou à l'annexe 3 de la présente Convention. Il est loisible aux Etats contractants d'utiliser également d'autres documents, conformément à leur législation ou à leur réglementation.

4. La durée de validité des titres d'importation temporaire autres que ceux délivrés, conformément à l'article 6, par des associations autorisées est fixée par chaque Etat contractant suivant sa législation ou réglementation.

5. Chacun des Etats contractants transmettra aux autres Etats contractants, sur leur demande, les modèles de titres d'importation temporaire valables sur son territoire et autres que ceux figurant aux annexes de la présente Convention.

CHAPITRE IV

Indications à porter sur les titres d'importation temporaire

ARTICLE 8

Les titres d'importation temporaire délivrés par les associations autorisées sont établis au nom des personnes propriétaires des véhicules importés temporairement ou qui en ont la jouissance. Dans le cas des véhicules loués, les titres doivent être établis au nom du loueur.

ARTICLE 9

1. Le poids à déclarer sur les titres d'importation temporaire est le poids à vide des véhicules. Il doit être exprimé suivant les unités du système métrique. Lorsqu'il s'agit de titres valables pour un seul pays, les autorités douanières de ce pays pourront prescrire l'emploi d'un autre système.

2. La valeur à déclarer sur les titres d'importation temporaire valables pour un seul pays doit être exprimée dans la monnaie de ce pays. La valeur à déclarer sur un carnet de passages en douane doit être exprimée dans la monnaie du pays où le carnet est délivré.

3. Les objets et l'outillage constituant l'équipement normal des véhicules n'ont pas à être spécialement déclarés sur les titres d'importation temporaire.

4. Lorsque les autorités douanières l'exigent, les pièces de rechange (telles que roues, pneumatiques, chambres à air) ainsi que les accessoires non considérés comme constituant l'équipement normal du véhicule (tels que: appareils de radio, remorques ne faisant pas l'objet d'un document distinct et porte-bagages) doivent être déclarés sur les titres d'importation temporaire, avec les indications nécessaires (telles que poids et valeur) et être représentés à la sortie du pays visité.

ARTICLE 10

Toutes modifications aux indications portées sur les titres d'importation temporaire par l'association émettrice doivent être dûment approuvés par cette association ou par l'association garante. Aucune modification n'est permise après prise en charge des titres par les autorités douanières du pays d'importation sans l'assentiment de ces autorités.

ARTICLE 11

1. Les véhicules se trouvant sous le couvert de titres d'importation temporaire peuvent être utilisés, pour leur usage privé, par des tiers dûment autorisés par

les titulaires de ces titres, ayant leur résidence normale en dehors du pays d'importation et remplissant les autres conditions prévues par la présente Convention. Les autorités douanières des Etats contractants ont le droit d'exiger la preuve que ces personnes ont été dûment autorisées par les titulaires des titres et remplissent les conditions précitées. Si les justifications fournies ne leur paraissent pas suffisantes, les autorités douanières peuvent s'opposer à l'utilisation des véhicules dans leur pays sous couvert des titres en question. En ce qui concerne les véhicules loués, chaque Etat contractant peut, en cas de crainte d'abus, exiger que le titulaire du titre d'importation temporaire soit présent au moment de l'importation du véhicule.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, les autorités douanières des Etats contractants peuvent tolérer, dans des cas exceptionnels et dans les conditions dont elles demeurent seules juges, qu'un véhicule circulant sous le couvert d'un titre d'importation temporaire soit conduit par une personne dont la résidence normale se trouve dans le pays d'importation du véhicule, notamment lorsque le conducteur conduit la voiture pour le compte et sur les instructions du titulaire du titre d'importation temporaire.

CHAPITRE V

Conditions de l'importation temporaire

ARTICLE 12

1. Les véhicules repris sur le titre d'importation temporaire doivent être réexportés à l'identique, compte tenu de l'usure normale, dans le délai de validité de ce titre. Dans le cas des véhicules loués, les autorités douanières des Etats contractants ont le droit d'exiger la réexportation du véhicule au moment où le locataire quitte le pays d'importation temporaire.

2. La preuve de réexportation est fournie par le visa de sortie apposé régulièrement sur le titre d'importation temporaire par les autorités douanières du pays où les véhicules ont été importés temporairement.

ARTICLE 13

1. Nonobstant l'obligation de réexportation prévue à l'article 12, en cas d'accident dûment établi, la réexportation des véhicules gravement endommagés n'est pas exigée, pourvu qu'ils soient, suivant ce que les autorités douanières exigent:

a) Soit soumis aux droits et taxes d'entrée dus en l'espèce;

b) Soit abandonnés francs de tous frais au Trésor public du pays d'importation temporaire;

c) Soit détruits, sous contrôle officiel, aux frais des intéressés.

2. Lorsqu'un véhicule admis temporairement ne peut être réexporté par suite d'une saisie différente de celles qui sont pratiquées à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation dans le délai de validité des titres d'importation temporaire est suspendue pendant la durée de la saisie.

3. Autant que possible, les autorités douanières notifient à l'association garante les saisies pratiquées par elles ou sur leur initiative sur des véhicules placés sous le couvert d'un titre d'importation temporaire garanti par cette association et l'avisent des mesures qu'elles entendent adopter.

ARTICLE 14

Les véhicules se trouvant dans le territoire de l'un des Etats contractants, sous le couvert d'un titre d'importation temporaire, ne peuvent être utilisés, même accessoirement, à des transports s'effectuant contre ré-

munération, prime ou autre avantage matériel, entre des points situés à l'intérieur des frontières de ce territoire.

ARTICLE 15

Les bénéficiaires de l'importation temporaire ont le droit d'importer autant de fois que de besoin, pendant la durée de validité des titres d'importation temporaire, les véhicules repris sur ces titres, sous la réserve de faire constater chaque passage (entrée et sortie), si les autorités douanières l'exigent, par un visa des agents des douanes intéressés. Toutefois, il peut être émis des titres valables pour un seul voyage.

ARTICLE 16

Lorsqu'il est fait usage de titres d'importation temporaire ne comportant pas de volets détachables à chaque passage, les visas apposés par les agents des douanes entre la première entrée et la dernière sortie ont un caractère provisoire. Néanmoins, lorsque le dernier visa apposé est un visa de sortie provisoire, ce visa est admis comme justification de la réexportation du véhicule ou des pièces détachées importés temporairement.

ARTICLE 17

Lorsqu'il est fait usage de titres d'importation temporaire comportant des volets détachables à chaque passage, chaque constatation d'entrée comporte prise en charge du titre par la douane et chaque constatation de sortie ultérieure comporte sa décharge définitive, sous réserve des dispositions de l'article 18.

ARTICLE 18

Lorsque les autorités douanières d'un pays ont déchargé définitivement et sans réserve un titre d'importation temporaire, elles ne peuvent plus réclamer à l'association garante le paiement des droits et taxes d'entrée à moins que le certificat de décharge n'ait été obtenu abusivement ou frauduleusement.

ARTICLE 19

Les visas des titres d'importation temporaire utilisés dans les conditions prévues par la présente Convention ne donnent pas lieu au paiement d'une rémunération pour le service des douanes pendant les heures d'ouverture des bureaux ou postes de douane.

CHAPITRE VI

Prolongation de validité et renouvellement des titres d'importation temporaire

ARTICLE 20

Il est passé outre au défaut de constatation de la réexportation, dans les délais impartis, des véhicules temporairement importés lorsque ceux-ci sont présentés aux autorités douanières pour réexportation dans les quatorze jours de l'échéance des titres et qu'il est donné des explications satisfaisantes pour justifier ce retard.

ARTICLE 21

En ce qui concerne les carnets de passages en douane, chacun des Etats contractants reconnaît comme valables les prolongations de validité accordées par l'un quelconque d'entre eux conformément à la procédure établie à l'annexe 4 de la présente Convention.

ARTICLE 22

1. Les demandes de prolongation de validité des titres d'importation temporaire doivent, sauf impossibilité résultant d'un cas de force majeure, être présentées aux

autorités douanières compétentes avant l'échéance de ces titres. Si le titre d'importation temporaire a été émis par une association autorisée, la demande de prolongation doit être présentée par l'association qui le garantit.

2. Les prolongations de délai nécessaires pour la réexportation des véhicules ou pièces détachées importés temporairement seront accordées lorsque les intéressés peuvent établir à la satisfaction des autorités douanières qu'ils sont empêchés par un cas de force majeure de réexporter lesdits véhicules ou pièces détachées dans le délai imparti.

ARTICLE 23

Chacun des Etats contractants autorisera, moyennant telles mesures de contrôle qu'il juge devoir fixer, le renouvellement des titres d'importation temporaire délivrés par les associations autorisées et afférents à des véhicules ou pièces détachées importés temporairement sur son territoire, sauf dans le cas où les conditions d'importation temporaire ne se trouvent plus réalisées. La demande de renouvellement est présentée par l'association garante.

CHAPITRE VII

Régularisation des titres d'importation temporaire

ARTICLE 24

1. Si les titres d'importation temporaire n'ont pas été régulièrement déchargés, les autorités douanières du pays d'importation acceptent (avant ou après péremption des titres), comme justification de la réexportation du véhicule ou des pièces détachées, la présentation d'un certificat conforme au modèle figurant à l'annexe 5 de la présente Convention délivré par une autorité officielle (consul, douane, police, maire, huissier, etc.) et attestant que le véhicule ou les pièces détachées précités ont été présentés à ladite autorité et se trouvent hors du pays d'importation. Elles peuvent également admettre toute autre justification établissant que le véhicule ou les pièces détachées se trouvent hors du pays d'importation. S'il ne s'agit pas d'un carnet de passages en douane, et lorsque le titre n'est pas périmé, ce titre est produit en même temps que la justification prévue ci-dessus. S'il s'agit d'un carnet, il est tenu compte, pour la justification de la réexportation du véhicule ou des pièces détachées, des visas de passage apposés par les autorités douanières des pays postérieurement visités.

2. En cas de destruction, perte ou vol d'un titre d'importation temporaire, qui n'a pas été régulièrement déchargé mais qui se rapporte à un véhicule ou à des pièces détachées qui ont été réexportés, les autorités douanières du pays d'importation acceptent, comme justification de la réexportation, la présentation d'un certificat conforme au modèle figurant à l'annexe 5 de la présente Convention délivré par une autorité officielle (consul, douane, police, maire, huissier, etc.) et attestant que le véhicule ou les pièces détachées précités ont été présentés à ladite autorité et se trouvent hors du pays d'importation postérieurement à la date d'échéance du titre. Elles peuvent également admettre toute autre justification établissant que le véhicule ou les pièces détachées se trouvent hors du pays d'importation.

3. En cas de destruction, perte ou vol d'un carnet de passages en douane se rapportant à un véhicule ou à des pièces détachées se trouvant dans le territoire d'un des Etats contractants, les autorités douanières de cet Etat effectueront, à la demande de l'association intéressée, la prise en charge d'un titre de remplacement dont la validité expire à la date d'expiration de la validité du carnet remplacé. Cette prise en charge annule la prise en charge effectuée antérieurement sur

le carnet détruit, perdu ou volé. Si, en vue de la réexportation du véhicule ou des pièces détachées, il est délivré, au lieu d'un titre de remplacement, une licence d'exportation ou un document analogue, le visa de sortie apposé sur cette licence ou sur ce document est accepté comme justification de la réexportation.

4. Lorsqu'un véhicule est volé après avoir été réexporté du pays d'importation, sans que la sortie ait été régulièrement constatée sur le titre d'importation temporaire et sans que figurent sur le titre des visas d'entrée apposés par les autorités douanières des pays postérieurement visités, ce titre peut être néanmoins régularisé à condition que l'association garante, le présente et fournisse des preuves du vol qui seront jugées satisfaisantes. Si le titre n'est pas périmé, son dépôt peut être exigé par les autorités douanières.

ARTICLE 25

Dans les cas visés à l'article 24, les autorités douanières se réservent le droit de percevoir une taxe de régularisation.

ARTICLE 26

Les autorités douanières n'ont pas le droit d'exiger le paiement des droits et taxes d'entrée de l'association garante à raison des véhicules ou pièces détachées importés temporairement lorsque la non-décharge du titre d'importation temporaire n'a pas été notifiée à cette association dans un délai d'un an à compter de la date d'expiration de la validité de ce titre.

ARTICLE 27

1. Les associations garantes ont un délai d'un an à compter de la date de notification de la non-décharge des titres d'importation temporaire pour fournir la preuve de la réexportation des véhicules ou pièces détachées en question dans les conditions prévues par la présente Convention.

2. Si cette preuve n'est pas fournie dans les délais prescrits, l'association garante consigne sans retard ou verse à titre provisoire les droits et taxes d'entrée exigibles. Cette consignation ou ce versement devient définitif à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de la consignation ou du versement provisoire. Pendant ce dernier délai, l'association garante peut encore, en vue de la restitution des sommes consignées ou versées, bénéficier des facilités prévues au paragraphe précédent.

3. Pour les pays dont la réglementation ne comporte pas le régime de la consignation ou du versement provisoire des droits et taxes d'entrée, les perceptions qui seraient faites en conformité avec les dispositions du paragraphe précédent auront un caractère définitif, étant entendu que les sommes perçues pourront être remboursées lorsque les conditions prévues par le présent article se trouveront remplies.

4. En cas de non-décharge d'un titre d'importation temporaire, l'association garante ne peut être tenue de verser une somme supérieure au montant des droits et taxes d'entrée applicables au véhicule ou pièces détachées non réexportés, augmenté éventuellement de l'intérêt de retard.

ARTICLE 28

En cas de fraude, de contravention ou d'abus, les Etats contractants ont le droit, nonobstant les dispositions de la présente Convention, d'intenter, pour recouvrer les droits et taxes d'entrée ainsi que pour imposer les pénalités dont ces personnes se seraient rendus passibles, des poursuites contre les personnes utilisant les titres d'importation temporaire. Dans ce cas, les associations garantes doivent prêter leur concours aux autorités douanières.

CHAPITRE VIII

Dispositions diverses

ARTICLE 29

Les Etats contractants s'efforceront de ne pas instituer de formalités douanières qui pourraient avoir pour effet d'entraver le développement du tourisme international.

ARTICLE 30

En vue d'accélérer l'accomplissement des formalités douanières, les Etats contractants limitrophes s'efforceront de réaliser la juxtaposition de leurs installations douanières et de faire coïncider les heures d'ouverture des bureaux et postes de douane correspondants.

ARTICLE 31

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manœuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne ou un objet du régime d'importation prévu par la présente Convention, expose le contrevenant, dans le pays où l'infraction a été commise, aux sanctions prévues par la législation de ce pays.

ARTICLE 32

Aucune disposition de la présente Convention n'exclut le droit pour les Etats contractants qui forment une union douanière ou économique de prévoir des règles particulières applicables aux personnes qui résident dans les pays faisant partie de cette union.

CHAPITRE IX

Dispositions finales

ARTICLE 33

1. La présente Convention sera, jusqu'au 31 décembre 1954, ouverte à la signature au nom de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies et de tout autre Etat invité à participer à la Conférence des Nations Unies sur les formalités douanières concernant l'importation temporaire des véhicules de tourisme et le tourisme, tenue à New-York en mai et juin 1954 et ci-après dénommée « la Conférence ».

2. La présente Convention devra être ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 34

1. A partir du 1^{er} janvier 1955, tout Etat visé au paragraphe 1 de l'article 33 et tout autre Etat qui y aura été invité par le Conseil économique et social des Nations Unies pourront adhérer à la présente Convention. L'adhésion sera également possible au nom de tout territoire sous tutelle dont l'Organisation des Nations Unies est l'autorité administrante.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 35

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion non assorti de réserves ou avec réserves acceptées selon les conditions prévues à l'article 39.

2. Pour chaque Etat qui l'aura ratifiée ou y aura adhéré après la date du dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion prévu au paragraphe précédent, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt, par

cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion non assorti de réserves ou avec réserves acceptées selon les conditions prévues à l'article 39.

ARTICLE 36

1. Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant trois ans, tout Etat contractant pourra la dénoncer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet quinze mois après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en aura reçu notification.

ARTICLE 37

La présente Convention cessera de produire ses effets si, à un moment quelconque après son entrée en vigueur, le nombre des Etats contractants est inférieur à huit pendant une période de douze mois consécutifs.

ARTICLE 38

1. Tout Etat pourra, lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que la présente Convention sera applicable à tout ou partie des territoires qu'il représente sur le plan international. La Convention sera applicable aux territoires mentionnés dans la notification soit à dater du quatre-vingt-dixième jour après réception de cette notification par le Secrétaire général si la notification n'est pas assortie d'une réserve, soit à dater du quatre-vingt-dixième jour après que la notification aura pris effet, conformément à l'article 39, soit à la date à laquelle la Convention sera entrée en vigueur pour l'Etat en question, la plus tardive de ces dates étant déterminante.

2. Tout Etat qui aura fait, conformément au paragraphe précédent, une déclaration ayant pour effet de rendre la présente Convention applicable à un territoire qu'il représente sur le plan international pourra, conformément à l'article 36, dénoncer la Convention en ce qui concerne ce seul territoire.

ARTICLE 39

1. Les réserves à la présente Convention faites avant la signature de l'Acte final seront recevables si elles ont été acceptées par la Conférence à la majorité de ses membres et consignées dans l'Acte final.

2. Les réserves à la présente Convention présentées après la signature de l'Acte final ne seront pas recevables si un tiers des Etats signataires ou des Etats contractants y fait objection dans les conditions prévues ci-après.

3. Le texte de toute réserve présentée par un Etat au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies lors d'une signature, du dépôt d'un instrument de ratification ou d'adhésion, ou de toute notification prévue à l'article 38, sera communiqué par le Secrétaire général à tous les Etats qui auront signé ou ratifié la Convention ou qui y auront adhéré. La réserve ne sera pas acceptée si un tiers de ces Etats formule une objection dans les quatre-vingt-dix jours de la date de la communication. Le Secrétaire général informera tous les Etats visés dans le présent paragraphe de toute objection qui lui aura été signifiée ainsi que de l'acceptation ou du rejet de la réserve.

4. Toute objection formulée par un Etat qui aura signé la Convention, mais ne l'aura pas ratifiée, cessera d'avoir effet si l'Etat auteur de l'objection ne ratifie pas la Convention dans un délai de neuf mois à dater de ladite objection. Si le fait qu'une objection cesse d'avoir effet a pour conséquence d'entraîner l'acceptation de la réserve en application du paragraphe précé-

dent, le Secrétaire général en informera les Etats visés à ce paragraphe. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, le texte d'une réserve ne sera pas communiqué à un Etat signataire qui n'aura pas ratifié la Convention dans les trois ans qui suivent la date de la signature apposée en son nom.

5. L'Etat qui présente la réserve pourra la retirer dans un délai de douze mois à dater de la communication du Secrétaire général visée au paragraphe 3, annonçant le rejet de la réserve selon la procédure prévue à ce paragraphe. L'instrument de ratification ou d'adhésion ou, selon le cas, la notification prévue à l'article 38, prendra alors effet pour cet Etat à dater du retrait. En attendant le retrait, l'instrument ou, selon le cas, la notification, sera sans effet, à moins qu'en application des dispositions du paragraphe 4 la réserve ne soit ultérieurement acceptée.

6. Les réserves acceptées conformément au présent article pourront être retirées à tout moment par notification adressée au Secrétaire général.

7. Les Etats contractants ne sont pas tenus d'accorder à l'Etat auteur d'une réserve les avantages prévues dans les dispositions de la Convention qui ont fait l'objet de ladite réserve. Tout Etat qui aura recours à cette faculté en avisera le Secrétaire général. Le Secrétaire général en informera alors les Etats signataires et contractants.

ARTICLE 40

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera, autant que possible, réglé par voie de négociation entre les Etats en litige.

2. Tout différend qui n'aura pas été réglé par voie de négociation sera soumis à l'arbitrage si l'un quelconque des Etats contractants en litige le demande et sera, en conséquence, renvoyé à un ou plusieurs arbitres choisis d'un commun accord par les Etats en litige. Si, dans les trois mois à dater de la demande d'arbitrage, les Etats en litige n'arrivent pas à s'entendre sur le choix d'un arbitre ou des arbitres, l'un quelconque de ces Etats pourra demander au Président de la Cour internationale de Justice de désigner un arbitre unique devant lequel le différend sera renvoyé pour décision.

3. La sentence de l'arbitre ou des arbitres désignés conformément au paragraphe précédent sera obligatoire pour les Etats contractants intéressés.

ARTICLE 41

1. Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant trois ans, tout Etat contractant pourra, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, demander la convocation d'une conférence à l'effet de réviser la présente Convention. Le Secrétaire général notifiera cette demande à tous les Etats contractants et convoquera une conférence de révision si, dans un délai de quatre mois à dater de la notification adressée par lui, la moitié au moins des Etats contractants lui signifient leur assentiment à cette demande.

2. Si une conférence est convoquée conformément au paragraphe précédent, le Secrétaire général en avisera tous les Etats contractants et les invitera à présenter, dans un délai de trois mois, les propositions qu'ils souhaiteraient voir examiner par la conférence. Le Secrétaire général communiquera à tous les Etats contractants l'ordre du jour provisoire de la conférence, ainsi que le texte de ces propositions, trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence.

3. Le Secrétaire général invitera à toute conférence convoquée conformément au présent article tous les Etats contractants et tous les autres Etats Membres de

l'Organisation des Nations Unies ou d'une des institutions spécialisées.

ARTICLE 42

1. Tout Etat contractant pourra proposer un ou plusieurs amendements à la présente Convention. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui le transmettra à tous les Etats contractants.

2. Tout projet d'amendement qui aura été transmis conformément au paragraphe précédent sera réputé accepté si aucun Etat contractant ne formule d'objection dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle le Secrétaire général aura transmis le projet d'amendement.

3. Le Secrétaire général fera connaître le plus tôt possible à tous les Etats contractants si une objection a été formulée contre le projet d'amendement et, en l'absence d'objection, l'amendement entrera en vigueur pour tous les Etats contractants trois mois après l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe précédent.

ARTICLE 43

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et à tous les autres Etats invités à participer à la Conférence:

a) Les signatures, ratifications et adhésions reçues conformément aux articles 33 et 34;

b) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 35;

c) Les dénonciations reçues conformément à l'article 36;

d) L'abrogation de la présente Convention conformément à l'article 37;

e) Les notifications reçues conformément à l'article 38;

f) L'entrée en vigueur de tout amendement conformément à l'article 42.

ARTICLE 44

L'original de la présente Convention sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et à tous les autres Etats invités à participer à la Conférence.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à New-York, le quatre juin mil neuf cent cinquante-quatre, en un seul exemplaire, en langues anglaise, espagnole et française, les trois textes faisant également foi.

Le Secrétaire général est invité à établir, de la présente Convention, une traduction en langues chinoise et russe faisant autorité, et à joindre les textes chinois et russe aux textes anglais, espagnol et français, lorsqu'il transmettra aux Etats les copies certifiées conformes visées à l'article 44 de la présente Convention.

ANNEXE I

Carnet de passages en douane

Toutes les mentions imprimées du carnet de passages en douane sont rédigées en français.


Les dimensions sont de 22 cm x 27 cm.

L'association qui délivre le carnet doit faire figurer son nom sur chacun des volets et faire suivre ce nom des initiales de l'organisation internationale à laquelle elle est affiliée.

(Recto de la feuille de couverture)

(Organisation internationale)

**CARNET DE PASSAGES EN DOUANE
POUR LES VEHICULES A MOTEUR ET REMORQUES**

- 1
- 2 N.° 
- 3 VALABLE UNE ANNEE, soit jusqu'au ... inclus,
(inscrire la date à l'encre rouge)
- 4 sous réserve que le titulaire ne cesse pas de remplir, pendant cette période, les conditions prévues par les lois et règlements de douane des pays visités.
- 5 Délivré par ...
- 6 Titulaire ... *(en lettres majuscules)* Non valable pour
- 7 Résidence normale ou siège d'exploitation ... *(en lettres majuscules)*
- 8 Pour un véhicule immatriculé en ... sous le n° ...
- 9 Ce carnet peut être utilisé dans les pays suivants :

(LISTE DES PAYS)

--	--	--

(Page 2 de la couverture)

SIGNALEMENT DU VEHICULE

PROLONGATION DE LA VALIDITE

- 7 AUTOMOBILE à combustion interne, électrique, à vapeur ;
REMORQUE
- 8 Genre (voiture, autobus, camion, camionnette, tracteur, moto-cycle avec ou sans sidecar, cycle avec moteur auxiliaire) *(rayer les mots inutiles)*
- 9 Immatriculé en ... sous le n° ...
- 10 Châssis ... { Marque ...
- 11 { Numéro ...
- 12 { Marque ...
- 13 { Numéro ...
- 14 Moteur ... { Nombre de cylindres ...
- 15 { Force en chevaux ...
- 16 { Type ou forme ...
- 17 Carrosserie ... { Couleur ...
- 18 { Garniture intérieure ...
- 19 { Nombre de places ou charge utile ...
- 20 Pneumatiques de rechange ...
- 21 Appareil de radio (indiquer la marque) ...
- 22 Divers ...
- 23 ...
- 24 ...
- 25 ...
- 26 Poids net du véhicule, en kilogrammes ...
- 27 Valeur du véhicule ...

28 Délivré à ..., le ... 19 ...

29 A charge pour le titulaire de réexporter le véhicule dans le délai de validité imparti et de se conformer aux lois et règlements de douane sur l'importation temporaire des véhicules à moteur dans les pays visités, sous la garantie, dans chaque pays où le document est valable, de l'association agréée, affiliée à l'organisation internationale soussignée. A l'expiration, le carnet doit être retourné à l'association qui l'a délivré.


30 Signature du titulaire

Signature du secrétaire général
de l'organisation internationale

Signature du délégué de l'association
qui délivre le carnet

(Recto des pages intérieures)

I
1 SOUCHE

- 2 L'entrée en ...
3 du véhicule décrit dans le carnet
4 N° 
5 a eu lieu le ...
6 par le bureau de douane de ...

7 
Timbre
du bureau
de douane

8 Signature de l'agent de la douane

9 La sortie de ...


10 a eu lieu le ...

11 par le bureau de douane de ...

12 
Timbre
du bureau
de douane

13 Signature de l'agent de la douane

I
1 VOLET DE SORTIE

- 2 Du carnet de passages en douane N° 
3 VALABLE jusqu'au ...
4 Délivré par ...
5 Titulaire ... (en lettres majuscules) ...
6 Résidence normale ... } (en lettres ou siège d'exploitation ... } majuscules)
7 Pour une AUTOMOBILE à combustion interne, électrique, à vapeur; REMORQUE } (rayer les mots inutiles)
8 Genre (voiture, autobus, camion, camionnette, tracteur, motocycle avec ou sans sidecar, cycle avec moteur auxiliaire) }

9 Immatriculé en ... sous le N° ...

10 Châssis . . { Marque ...
11 Numéro ...

12 { Marque ...
13 Moteur . . { Numéro ...
14 Nombre de cylindres ...
15 Force en chevaux ...

16 { Type ou forme ...
17 Carrosserie { Couleur ...
18 Garniture intérieure ...
19 Nombre de places ou charge utile ...

20 Pneumatiques de rechange ...

21 Appareil de radio (indiquer la marque) ...

22 Divers ...

23 ...

24 ...

25 ...

26 Poids net du véhicule, en kilogrammes ...

27 Valeur du véhicule ...

28 Date de sortie ...

29 par le bureau de douane de ...

30 Volet pris en charge sous le N° ...


31 
Timbre
du bureau
de douane

32 Signature de l'agent de la douane

33 A retourner au bureau de douane ...

34 où le carnet a été pris en charge sous le N° ...

I
1 VOLET D'ENTRÉE

- 2 Du carnet de passages en douane N° 
3 VALABLE jusqu'au ...
4 Délivré par ...
5 Titulaire ... (en lettres majuscules) ...
6 Résidence normale ... } (en lettres ou siège d'exploitation ... } majuscules)
7 Pour une AUTOMOBILE à combustion interne, électrique, à vapeur; REMORQUE } (rayer les mots inutiles)
8 Genre (voiture, autobus, camion, camionnette, tracteur, motocycle avec ou sans sidecar, cycle avec moteur auxiliaire) }

9 Immatriculé en ... sous le N° ...

10 Châssis . . { Marque ...
11 Numéro ...

12 { Marque ...
13 Moteur . . { Numéro ...
14 Nombre de cylindres ...
15 Force en chevaux ...

16 { Type ou forme ...
17 Carrosserie { Couleur ...
18 Garniture intérieure ...
19 Nombre de places ou charge utile ...

20 Pneumatiques de rechange ...

21 Appareil de radio (indiquer la marque) ...

22 Divers ...

23 ...

24 ...

25 ...

26 Poids net du véhicule, en kilogrammes ...

27 Valeur du véhicule ...

28 Date d'entrée ...

29 par le bureau de douane de ...

30 Volet pris en charge sous le N° ...

31 
Timbre
du bureau
de douane

32 Signature de l'agent de la douane

33 N. B. — Le bureau de douane d'entrée doit remplir le volet de sortie ci-contre aux lignes 33 et 34.

(Verso des pages intérieures)

Je déclare que les renseignements figurant au verso sont exacts et véridiques, que ma résidence normale n'est pas située dans le pays d'importation, que je ne séjourne dans ce pays que temporairement, que je me conformerai à toutes les dispositions des règlements douaniers visant l'importation temporaire des véhicules/remorques et que je réexporterai le véhicule/la remorque mentionné(e) au verso dans le délai de validité du présent document.

... (Signature du titulaire).

(Pages 3 et 4 de la couverture)

L'association qui a délivré le présent carnet fournit les renseignements suivants aux usagers

ANNEXE 2


Triptyque

Toutes les mentions imprimées du triptyque sont rédigées dans la langue nationale du pays d'importation; elles peuvent l'être, en outre, en une autre langue.

Les dimensions sont de 13 cm × 29,5 cm.

1 VOLET D'ENTREE

Ce volet doit être détaché et conservé par le bureau de douane d'entrée

TRIPTYQUE N° 

Pour ...
(pays de validité)

VALABLE jusqu'à...

Garanti par ...
Délivré par ...
Titulaire ...
Résidence normale ...
ou siège d'exploitation ...
Pour une AUTOMOBILE à combustion interne, élec-
trique, à vapeur; une REMORQUE;
Genre (voiture, autobus, camion, camionnetto, tracteur,
motocyclo avec ou sans sidecar, cyclo avec moteur
auxiliaire)
Immatriculé en ... sous le N° ...
Châssis ...
 { Marque ...
 { Numéro ...
Moteur ...
 { Marque ...
 { Numéro ...
 { Nombre de cylindres ...
 { Force en chevaux ...
 { Type ou forme ...
 { Conteur ...
 { Garantie intérieure ...
 { Nombre de places ou charge utile ...
Pneumatiques de rechange ...
Appareil de radio (indiquer la marque) ...
Divers ...

...
...
Poids net du véhicule, en kilogrammes ...
Valeur du véhicule ...

Date d'entrée ...
Par le bureau de ...
Volet pris en charge sous le N° ...



Signature de l'agent de la douane


Ne pas omettre de remplir de la même façon la partie correspondante des volets N°s 2 et 3.

VISAS DE PASSAGES

Signatures et timbres à date des bureaux de douane de passage

ENTREE	SORTIE
ENTREE	SORTIE
ENTREE	SORTIE
ENTREE	SORTIE
ENTREE	SORTIE
ENTREE	SORTIE
ENTREE	SORTIE
ENTREE	SORTIE

3 VOLET A CONSERVER PAR LE TITULAIRE
Ce volet doit être conservé par le titulaire après avoir été timbré et signé par les autorités douanières au moment (1) de la première entrée en ... et (2) de la réexportation définitive de ...; et doit être retourné à ... (association qui a délivré le document au titulaire)

TRIPTYQUE N° 

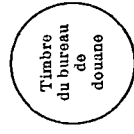
Pour ...
(pays de validité)

VALABLE jusqu'à...

Garanti par ...
Délivré par ...
Titulaire ...
Résidence normale ...
ou siège d'exploitation ...
Pour une AUTOMOBILE à combustion interne, élec-
trique, à vapeur; une REMORQUE;
Genre (voiture, autobus, camion, camionnetto, tracteur,
motocyclo avec ou sans sidecar, cyclo avec moteur
auxiliaire)
Immatriculé en ... sous le N° ...
Châssis ...
 { Marque ...
 { Numéro ...
Moteur ...
 { Marque ...
 { Numéro ...
 { Nombre de cylindres ...
 { Force en chevaux ...
 { Type ou forme ...
 { Conteur ...
 { Garantie intérieure ...
 { Nombre de places ou charge utile ...
Pneumatiques de rechange ...
Appareil de radio (indiquer la marque) ...
Divers ...

...
...
Poids net du véhicule, en kilogrammes ...
Valeur du véhicule ...

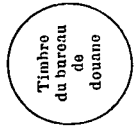
Date d'entrée ...
Par le bureau de ...
Volet pris en charge sous le N° ...



Signature de l'agent de la douane

Ne pas omettre de remplir de la même façon la partie correspondante des volets N°s 1 et 2.

Date de réexportation définitive ...
Par le bureau de ...



Signature de l'agent de la douane

Ne pas omettre de remplir de la même façon la partie correspondante du volet N° 2.

TRIPTYQUE

Pour ...
(pays de validité)

N°

Ce véhicule est admis à l'importation, à charge pour le titulaire de le réexporter au plus tard à la date mentionnée ci-dessus et de se conformer aux lois et règlements de douane sur l'importation temporaire des véhicules à moteur dans le pays visité, sous la garantie de ... (association garantie), en vertu d'un engagement que cette association a pris envers ... (autorités douanières).

..., le ... 10...

Signature du secrétaire de l'association garantie ...
Signature du titulaire ...

2 VOLET DE SORTIE

Ce volet doit être détaché et conservé par le bureau de douane de sortie pour être renvoyé au bureau de douane de première entrée.

TRIPTYQUE N°

Pour ...
(pays de validité)

VALABLE jusqu'au ...

Garanti par ...
Délivré par ...
Titulaire ...
Résidence normale ... } (en lettres majuscules)
ou siège d'exploitation ... }
Pour une AUTOMOBILE à combustion interno, }
électrique, à vapeur; une REMORQUE; }
Genre (voiture, autobus, camion, camionnette, } (reger le mots inutilises)
tracteur, motocycle avec ou sans sidecar, cycle
avec moteur auxiliaire)

Immatriculé en ... sous le N° ...

Châssis ... { Marque ...
... { Numéro ...

Moteur ... { Marque ...
... { Numéro ...
... { Force en chevaux ...

Carrosserie ... { Type ou forme ...
... { Couleur ...
... { Garniture intérieure ...
... { Nombre de places ou charge utile ...

Pneumatiques de rechange ...

Appareil de radio (indiquer la marque) ...

Divers ...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

Timbre
du bureau
de
douane

Signature de l'agent de la douane

Ne pas omettre de remplir de la même façon la partie correspondante des volets N°s 1 et 3.

Date de réexportation définitive ...
Par le bureau de ...

Timbre
du bureau
de
douane

Signature de l'agent de la douane

Ne pas omettre de remplir de la même façon la partie correspondante du volet N° 3.

ANNEXE 3

Diptyque

Le diptyque est rédigé dans les langues nationales des deux pays intéressés.

Les dimensions sont de 11 cm. x 24,5 cm.

Le diptyque comporte:

- 1) Une souche et un papillon détachable,
- 2) Un volet avec un certificat d'identification, dont les modèles sont contenus dans la présente annexe.

Le diptyque supprime la prise en charge du titre par la douane à l'entrée dans le pays d'importation temporaire ainsi que le visa au moment des passages. Ce titre est utilisé de la façon suivante:

Le diptyque est délivré par l'association autorisée du pays d'immatriculation du véhicule. La souche est con-

servée par l'association émettrice. Le papillon est collé sur le pare-brise du véhicule.

Le volet est remis au titulaire qui doit le retourner dans les quinze jours de l'échéance du document, avec le certificat d'identification dûment rempli.

Une liste de tous les documents arrivés à échéance qui n'ont pas été régularisés au cours du mois précédent est adressée par l'association émettrice aux autorités douanières de son pays. Cette liste est ensuite transmise aux autorités douanières du pays d'importation temporaire. L'association garante dans le pays d'importation temporaire est responsable du paiement des droits et taxes d'entrée réclamés par les autorités douanières.

Le papillon, collé sur le pare-brise du véhicule, permet au service des douanes du bureau de sortie, ainsi qu'à celui du bureau d'entrée dans le pays d'importation temporaire, de voir immédiatement que le véhicule est placé sous le couvert d'un titre de douane dont il peut, le cas échéant, demander la présentation.

(Pages extérieures)

Association émettrice ...

1

Document permettant l'importation temporaire en .../... d'un véhicule automobile immatriculé en .../...

DIPTYQUE N°

VALABLE jusqu'au ...

Titulaire ...
 Résidence normale ... ou siège d'exploitation ... } (en lettres majuscules)

Pour une AUTOMOBILE à combustion interne, électrique, à vapeur; une REMORQUE;
 Genre (voiture, autobus, camion, camionnette, tracteur, motocycle avec ou sans sidecar, cycle avec moteur auxiliaire) } (rayer les mots inutiles)

Immatriculé en ... sous le N° ...

Châssis { Marque ...
 { Numéro ...

Moteur { Marque ...
 { Numéro ...
 { Nombre de cylindres ...
 { Force en chevaux ...

Carrosserie { Type ou forme ...
 { Couleur ...
 { Garniture intérieure ...
 { Nombre de places ou charge utile ...

Pneumatiques de rechange ...

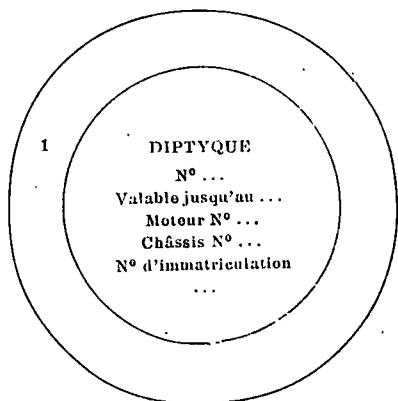
Appareil de radio (indiquer la marque) ...

Divers ...

...
 ...

Poids net du véhicule, en kilogrammes ...

Valeur du véhicule ...



Association émettrice ...

1

Document permettant l'importation temporaire en .../... d'un véhicule automobile immatriculé en .../...

DIPTYQUE N°

VALABLE jusqu'au ...

Titulaire ...
 Résidence normale ... ou siège d'exploitation ... } (en lettres majuscules)

Pour une AUTOMOBILE à combustion interne, électrique, à vapeur; une REMORQUE;
 Genre (voiture, autobus, camion, camionnette, tracteur, motocycle avec ou sans sidecar, cycle avec moteur auxiliaire) } (rayer les mots inutiles)

Immatriculé en ... sous le N° ...

Châssis { Marque ...
 { Numéro ...

Moteur { Marque ...
 { Numéro ...
 { Nombre de cylindres ...
 { Force en chevaux ...

Carrosserie { Type ou forme ...
 { Couleur ...
 { Garniture intérieure ...
 { Nombre de places ou charge utile ...

Pneumatiques de rechange ...

Appareil de radio (indiquer la marque) ...

Divers ...

...
 ...

Poids net du véhicule, en kilogrammes ...

Valeur du véhicule ...

Ce véhicule est admis à l'importation, à charge pour le titulaire de le réexporter au plus tard à la date mentionnée ci-dessus et de se conformer aux lois et règlements de douane sur l'importation temporaire des véhicules à moteur dans le pays visité, sous la garantie de ... (association garante), en vertu d'un engagement que cette association a pris envers les autorités douanières.

..., le ... 19 ...



Signature du secrétaire de l'association garante ...
 Signature du titulaire ...

A l'expiration du délai de validité, le titulaire devra retourner ce volet à l'association émettrice après avoir fait établir le certificat d'identification prévu au verso.

1 Emplacement réservé à la mention des deux pays qui autorisent conjointement l'utilisation du diptyque pour l'importation temporaire dans l'un de ces pays des véhicules immatriculés dans l'autre pays.

(Pages intérieures)

CERTIFICAT D'IDENTIFICATION

A faire établir par l'une des autorités indiquées ci-dessous et à retourner, à l'expiration du délai de validité, à l'association émettrice.

..., le ... 19...

Nous soussignés (1) ...

...

...

attestons qu'il a été présenté ce jour la voiture décrite (2) ...

appartenant à M. ...

...

demeurant à ...

...

en foi de quoi nous avons délivré la présente attestation.

...

Nous avons procédé ce jour à la destruction du papillon apposé sur ledit véhicule.

Cachet

...
(signature)

Je m'engage à me conformer, sous les peines de droit, aux lois et règlements de douane sur l'importation temporaire en .../... et à régulariser le présent titre de tourisme avant le ...

Le titulaire

...
(signature)

L'association émettrice garantit les engagements soussignés ci-dessus dans la limite du montant des droits et taxes exigibles sur le véhicule décrit objet du présent document.

...
(signature et cachet)

(1) Autorité douanière, maire, commissaire de police, gendarmerie, notaire, huissier ou tout autre officier ministériel ayant un cachet officiel.

(2) Toutes les énonciations du signalement du véhicule doivent être soigneusement contrôlées et toute discordance signalée.

ANNEXE 4

Prolongation de la validité du carnet
de passages en douane

1. La formule de prolongation de validité doit être conforme au modèle figurant dans la présente annexe.

La formule est libellée en français. Les mentions qu'elle contient peuvent être répétées en une autre langue.

2. La personne qui demande la prolongation et l'association garante qui s'occupe de cette demande se conforment à la procédure indiquée ci-après:

a) Dès que le titulaire d'un carnet de passages en douane s'aperçoit qu'il est contraint de demander une prolongation du délai de validité de son document, il remet avec son carnet, à l'association garante, une demande de prolongation expliquant les circonstances qui l'ont obligé à formuler cette requête. A titre justificatif, il joint à la demande, selon le cas, un certificat médical, une attestation de l'atelier de réparation, ou toute autre pièce authentique établissant que la force majeure invoquée est réelle.

b) Si l'association garante estime que la demande de prolongation peut être présentée à la douane, elle imprime, au moyen d'un timbre humide, la formule visée au paragraphe 1 sur la couverture du carnet de passages en douane, à l'endroit spécialement réservé à cet effet.



c) L'association garante indique, dans la partie gauche de la formule, jusqu'à qu'elle date (en lettres et en chiffres) la prolongation est sollicitée. Y sont apposés la signature du président de l'association ou de son délégué ainsi que le cachet officiel de l'association.

d) La durée de prolongation ne doit pas excéder le délai raisonnablement nécessaire pour terminer le voyage, délai qui ne devrait normalement pas dépasser trois mois à compter de la date de péremption du carnet de passages en douane.

e) L'association garante transmet ensuite le carnet à l'autorité douanière compétente de son pays. Elle joint au carnet la demande du titulaire, accompagnée des pièces justificatives.

f) L'autorité douanière décide si la prolongation doit être accordée. Elle peut réduire la durée de la prolongation demandée ou refuser d'accorder toute prolongation. Si la prolongation est accordée, le fonctionnaire compétent de la douane complète la formule imprimée sur la couverture du carnet par l'association garante, lui donne un numéro d'ordre ou d'enregistrement, fait mention du lieu, de la date et de sa qualité. Il revêt ensuite la formule de sa signature ainsi que du cachet officiel de la douane.

g) Le carnet de passages en douane est alors renvoyé à l'association garante, qui le restitue à l'intéressé.

<p>Pays ...</p> <p>Association garante ...</p> <p>La prolongation pour tous les pays où ce carnet est valable est demandée jusqu'au ...</p> <p>...</p> <p style="text-align: center;"><i>(en lettres et en chiffres)</i></p> <p>..., le ... 19...</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center; margin-top: 20px;"> <div style="text-align: center;">  </div> <div style="text-align: center;"> <p>Signature du président ou du délégué de l'association garante.</p> </div> </div>	<p>N° ...</p> <p>Prolongation accordée jusqu'au ...</p> <p>...</p> <p>...</p> <p style="text-align: center;"><i>(en lettres et en chiffres)</i></p> <p>..., le ... 19...</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center; margin-top: 20px;"> <div style="text-align: center;">  </div> <div style="text-align: center;"> <p>Signature et qualité du fonctionnaire de la douane.</p> </div> </div>
--	---

ANNEXE 5

Modèle de certificat pour la régularisation des titres d'importation temporaire
non déchargés, détruits, perdus ou volés

(Ce certificat doit être rempli soit par une autorité consulaire du pays où le titre d'importation temporaire aurait dû être déchargé, soit par une autorité officielle [douane, police, maire, huissier, etc.] du pays où le véhicule a été présenté)

... (nom du pays)

L'autorité soussignée ...

...

certifie que ce jour ... 19... (préciser la date)

un véhicule a été présenté à ... (lieu et pays)

par ... (nom, prénoms et adresse).

Il a été constaté que ce véhicule répondait aux caractéristiques suivantes :

Genre du véhicule (voiture de tourisme, autobus, etc.) ...

Immatriculé en ... sous le n° ...

Châssis { Marque ...
N° ...

Moteur { Marque ...
N° ...
Nombre de cylindres ...
Force en chevaux ...

Carrosserie . . . { Type ou forme ...
Couleur ...
Garniture intérieure ...
Nombre de places ou charge utile ...

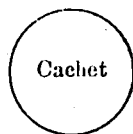
Pneumatiques de rechange ...

Appareil de radio (indiquer la marque) ...

Divers ...

...

Formules à adopter suivant le cas { 1^e formule { Cet examen a été effectué sur présentation des titres d'importation temporaire ci-après, délivrés pour le véhicule décrit ci-dessus ...
...
(numéro d'ordre, date et lieu de délivrance du carnet de passages en douane ou du triptyque, nom de l'organisme qui l'a délivré).
2^e formule - Il n'a été présenté aucun titre d'importation temporaire.



Fait à ...

le ...

Signature(s) ...

Qualité du (des) signataire(s) ...

Convenção aduaneira sobre importação temporária de veículos rodoviários particulares

Os Estados contratantes

Desejando facilitar o desenvolvimento do turismo internacional, considerando os fins visados na Convenção sobre Circulação Rodoviária, adoptada pela Conferência das Nações Unidas sobre Transportes Rodoviários e Transportes Automóveis, realizada em Genebra de 23 de Agosto a 19 de Setembro de 1949 e aberta à assinatura em Genebra em 19 de Setembro de 1949, resolveram concluir uma Convenção e acordaram nas disposições seguintes:

CAPÍTULO I

Definições

ARTIGO 1.º

Para os fins da presente Convenção entende-se:

a) Por «direitos e taxas de entrada» não só os direitos aduaneiros como também quaisquer direitos e taxas cobrados na importação;

b) Por «veículos», a não ser que do contexto se deduza o contrário, quaisquer veículos rodoviários com motor (inclusive os velocípedes com motor) e os carros de reboque (importados com o veículo ou separadamente), assim como os sobreselentes, acessórios e equipamento normal, importados juntamente com o veículo;

c) Por «uso privado» a utilização para fim que não seja o transporte de pessoas mediante remuneração, prémio ou outra vantagem material e que não seja o transporte industrial ou comercial de mercadorias, com ou sem remuneração;

d) Por «título de importação temporária» o documento aduaneiro que permite verificar a garantia ou a consignação dos direitos e taxas de entrada;

e) Por «pessoas», a não ser que do contexto se deduza o contrário, as pessoas, físicas ou morais.

CAPÍTULO II

Importação com dispensa de pagamento de direitos e taxas de entrada e sem proibições nem restrições de importação

ARTIGO 2.º

1. De harmonia com as demais condições previstas na presente Convenção, cada um dos Estados contratantes permitirá a importação temporária de veículos, com dispensa de pagamento de direitos e taxas de entrada e sem proibições nem restrições de importação, desde que sejam obrigatoriamente reexportados e que pertençam a pessoas que tenham a sua residência habitual fora do território desse Estado.

Esses veículos poderão ser utilizados, durante uma visita temporária, quer pelo seu proprietário, quer por outras pessoas que também tenham a sua residência habitual fora do território do referido Estado.

2. Os veículos serão acompanhados de título de importação temporária garantindo o pagamento dos direitos e taxas de entrada e, eventualmente, das multas aduaneiras exigíveis, sob reserva das disposições especiais previstas no parágrafo 4 do artigo 27.º

ARTIGO 3.º

Será permitida a importação, com isenção de direitos e taxas de entrada e sem proibições nem restrições de

importação, dos combustíveis e carburantes contidos nos depósitos normais dos veículos importados temporariamente, subentendendo-se que o depósito normal é o previsto pelo construtor para o tipo de veículo em questão.

ARTIGO 4.º

1. Será permitida a importação temporária, com dispensa de pagamento de direitos e sem proibições nem restrições de importação, das peças separadas destinadas a reparação de determinado veículo já importado temporariamente. Os Estados contratantes poderão exigir que essas peças separadas sejam munidas de um título de importação temporária.

2. As peças substituídas não reexportadas são passíveis de direitos e taxas de entrada, a não ser que, de harmonia com a legislação do país interessado, sejam abandonadas a favor da Fazenda Nacional, livres de quaisquer encargos, ou então destruídas sob fiscalização oficial e à custa dos interessados.

ARTIGO 5.º

Será permitida a importação, com isenção de direitos e taxas de entrada e sem restrições de importação, dos formulários de títulos de importação temporária e de circulação internacional destinados às pessoas residentes no país de importação dos referidos formulários que pretendam viajar noutro país e que sejam enviados às associações de turismo autorizadas pelas associações estrangeiras correspondentes pelas organizações internacionais ou pelas autoridades aduaneiras dos Estados contratantes.

CAPÍTULO III

Emissão de títulos de importação temporária

ARTIGO 6.º

1. De harmonia com as garantias e nas condições que ele possa determinar, cada um dos Estados contratantes poderá habilitar associações, e designadamente as filiadas numa organização internacional, a emitir, quer directamente, quer por intermédio de associações correspondentes, os títulos de importação temporária previstos na presente Convenção.

2. Os títulos de importação temporária podem ser válidos para um só país ou território aduaneiro ou para vários países ou territórios aduaneiros.

3. O prazo de validade dessas títulos não poderá exceder um ano, a contar da data da sua passagem.

ARTIGO 7.º

1. Os títulos de importação temporária válidos para os territórios de todos ou de alguns dos Estados contratantes serão designados por cadernetas de passagem nas alfândegas e deverão ser conformes ao modelo que figura no anexo 1 à presente Convenção.

2. Se a caderneta de passagem nas alfândegas não for válida para um ou vários territórios, a associação que emite o título deverá mencioná-lo na capa e nas folhas de entrada da caderneta.

3. Os títulos de importação temporária válidos exclusivamente para o território de um só Estado contratante podem ser conformes ao modelo que figura no anexo 2 ou no anexo 3 à presente Convenção.

Os Estados contratantes podem, no entanto, utilizar igualmente outros documentos, de harmonia com a sua legislação ou regulamentação.

4. O prazo de validade dos títulos de importação temporária diferentes dos emitidos, nos termos do artigo 6.º, por associações autorizadas será fixado por cada um dos Estados contratantes, conforme a sua legislação ou regulamentação.

5. Cada um dos Estados contratantes transmitirá aos restantes, a seu pedido, os modelos de títulos de importação temporária válidos no seu território e diferentes dos que figuram nos anexos à presente Convenção.

CAPÍTULO IV

Indicações que devem constar dos títulos de importação temporária

ARTIGO 8.º

Os títulos de importação temporária emitidos pelas associações autorizadas serão preenchidos em nome das pessoas proprietárias dos veículos importados temporariamente ou que deles se utilizem. No caso de veículos de aluguer, os títulos devem ser preenchidos em nome do locador (proprietário).

ARTIGO 9.º

1. O peso a declarar nos títulos de importação temporária é o peso dos veículos vazios. Este peso deve ser expresso em unidades do sistema métrico. Quando se tratar de títulos válidos para um só país, as autoridades aduaneiras desse país poderão prescrever o emprego de outro sistema.

2. O valor a declarar nos títulos de importação temporária válidos para um só país deve ser expresso na moeda desse país. O valor a declarar numa caderneta de passagem nas alfândegas deve ser expresso na moeda do país onde a caderneta foi emitida.

3. Os objectos e ferramentas que constituam o equipamento normal dos veículos não têm de ser especialmente declarados nos títulos de importação.

4. Quando as autoridades aduaneiras o exigirem, os sobresselentes (tais como rodas, pneus, câmaras-de-ar), assim como os acessórios não considerados como constituindo o equipamento normal do veículo (tais como aparelhos de rádio, carros de reboque não declarados num documento distinto e porta-bagagens), devem ser declarados nos títulos de importação temporária, com as indicações necessárias (tais como peso e valor) e apresentados à saída do país visitado.

ARTIGO 10.º

Quaisquer alterações das indicações consignadas nos títulos de importação temporária pela associação expedidora devem ser devidamente aprovadas por essa associação ou pelas associações responsáveis. Nenhuma alteração poderá ser introduzida nos títulos de importação temporária depois de visados pelas autoridades aduaneiras do país de importação sem o consentimento destas autoridades.

ARTIGO 11.º

1. Os veículos munidos de títulos de importação temporária podem ser utilizados, para seu uso privado, por terceiros devidamente autorizados pelos beneficiários desses títulos que tenham a sua residência habitual fora do país de importação e reúnam as demais condições previstas na presente Convenção. As autoridades aduaneiras dos estados contratantes têm o direito de exigir a prova de que essas pessoas foram devidamente autorizadas pelos beneficiários dos títulos e reúnem as

referidas condições. Se as justificações apresentadas não forem julgadas suficientes, as autoridades aduaneiras poderão opor-se à utilização, no seu país, dos veículos munidos do referido título. Quanto aos veículos alugados, cada um dos Estados contratantes poderá, se houver suspeita de abuso, exigir que o beneficiário do título de importação temporária esteja presente no momento da importação do veículo.

2. Não obstante as disposições do parágrafo precedente, as autoridades aduaneiras dos Estados contratantes poderão permitir, em casos excepcionais e nas condições de que serão únicos juizes, que um veículo que circule munido de um título de importação temporária seja guiado por uma pessoa cuja residência habitual se encontra no país de importação do veículo, designadamente quando o condutor guiar o veículo por conta e segundo instruções do beneficiário do título de importação temporária.

CAPÍTULO V

Condições de importação temporária

ARTIGO 12.º

1. Os veículos mencionados no título de importação temporária deverão ser reexportados no mesmo estado geral, tendo em conta a deterioração normal proveniente do seu uso dentro do prazo de validade deste título. No caso de veículos alugados, as autoridades aduaneiras dos Estados contratantes têm o direito de exigir a reexportação do veículo no momento em que a pessoa que o alugou deixar o país de importação temporária.

2. A prova da reexportação será feita pelo visto de saída apostado regularmente no título de importação temporária pelas autoridades aduaneiras do país em que os veículos tenham sido importados temporariamente.

ARTIGO 13.º

1. Não obstante a obrigação de reexportação prevista no artigo 12.º, em caso de acidente devidamente comprovado não será exigida a reexportação dos veículos gravemente danificados, desde que sejam, conforme as autoridades aduaneiras o exigirem:

a) Sujeitos ao pagamento dos direitos e taxas de entrada exigíveis;

b) Abandonados, livres de quaisquer encargos, a favor da Fazenda Nacional do país de importação temporária;

c) Destruídos, sob fiscalização oficial, à custa dos interessados.

2. Quando um veículo importado temporariamente não possa ser reexportado em virtude de uma penhora diferente das efectuadas a requerimento de particulares, a obrigação de reexportação no prazo de validade dos títulos de importação temporária ficará suspensa pelo período de duração da penhora.

3. Na medida do possível, as autoridades aduaneiras notificarão a associação responsável das penhoras efectuadas por elas, ou por sua iniciativa, sobre veículos munidos de um título de importação temporária garantido por essa associação e informá-la-ão das medidas que entendam dever adoptar.

ARTIGO 14.º

Os veículos que se encontrem no território de um dos Estados contratantes, munidos de um título de importação temporária, não poderão ser utilizados, nem mesmo ocasionalmente, para transportes efectuados contra remuneração, prémios ou outras vantagens ma-

teriais, entre pontos situados dentro das fronteiras desse território.

ARTIGO 15.º

Os beneficiários da importação temporária têm o direito de importar tantas vezes quantas forem necessárias, durante o prazo de validade dos títulos de importação temporária, os veículos mencionados nesses títulos, desde que cada passagem (entrada e saída) seja consignada por meio de um visto dos respectivos funcionários aduaneiros, se as autoridades aduaneiras assim o exigirem. Todavia, poderão ser emitidos títulos válidos para uma única viagem.

ARTIGO 16.º

Quando forem utilizados títulos de importação temporária sem folhas separáveis para cada passagem da fronteira, os vistos apostos pelos funcionários aduaneiros entre a primeira entrada e a última saída terão um carácter provisório. No entanto, quando o último visto apostado for um visto de saída provisória, este visto será admitido como justificação da reexportação do veículo ou das peças separadas importados temporariamente.

ARTIGO 17.º

Quando forem utilizados títulos de importação temporária com folhas separáveis para cada passagem da fronteira, cada verificação de entrada implica aceitação do documento pela alfândega e cada verificação de saída ulterior implica a sua baixa definitiva, sob reserva do disposto no artigo 18.º

ARTIGO 18.º

Quando as autoridades aduaneiras de um país tiverem efectuado a baixa definitiva e sem reservas de um título de importação temporária, não poderão exigir da associação responsável o pagamento de direitos e taxas de entrada, a não ser que o certificado de descarga tenha sido obtido de forma abusiva ou fraudulenta.

ARTIGO 19.º

Os vistos dos títulos de importação temporária utilizados nas condições previstas na presente Convenção não estão sujeitos ao pagamento de qualquer remuneração pelo serviço prestado pelas alfândegas durante as horas normais de expediente.

CAPÍTULO VI

Prorrogação de validade e renovação dos títulos de importação temporária

ARTIGO 20.º

Não se considerará a falta de verificação da reexportação, nos prazos fixados, dos veículos importados temporariamente quando estes forem apresentados às autoridades aduaneiras para reexportação dentro do prazo de catorze dias, depois de expirado o prazo de validade dos títulos, e forem apresentadas explicações satisfatórias justificativas desse atraso.

ARTIGO 21.º

Cada um dos Estados contratantes reconhece como legais as prorrogações de validade das cadernetas de passagem nas alfândegas concedidas por outro Estado contratante, em conformidade com o processo estabelecido no anexo 4 à presente Convenção.

ARTIGO 22.º

1. Os pedidos de prorrogação de validade dos títulos de importação temporária, salvo impossibilidade que

resulte de um caso de força maior, deverão ser apresentados às autoridades aduaneiras competentes antes de expirar o prazo de validade desses títulos. Se o título de importação temporária tiver sido emitido por uma associação autorizada, o pedido de prorrogação deverá ser apresentado pela associação responsável.

2. As prorrogações de prazos necessários para a reexportação dos veículos ou peças separadas importados temporariamente serão concedidas quando os interessados puderem comprovar satisfatoriamente, perante as autoridades aduaneiras, que estão impedidos, por caso de força maior, de reexportar os referidos veículos ou peças separadas no prazo fixado.

ARTIGO 23.º

Cada um dos Estados contratantes autorizará, mediante as medidas de fiscalização que julgue de estabelecer, a renovação dos títulos de importação temporária emitidos pelas associações autorizadas e referentes a veículos ou peças separadas importados temporariamente no seu território, salvo se já se não verificarem as condições necessárias para autorizar a importação temporária. O pedido de renovação será apresentado pela associação responsável.

CAPÍTULO VII

Regularização dos títulos de importação temporária

ARTIGO 24.º

1. Se os títulos de importação temporária não tiverem sido regularmente descarregados, as autoridades aduaneiras do país de importação aceitarão, como justificação da reexportação do veículo ou das peças separadas (antes ou depois de expirado o prazo de validade dos títulos), a apresentação de um certificado, conforme o modelo que figura no anexo 5 à presente Convenção, emitido por uma autoridade oficial (consulado, alfândega, polícia, presidente da câmara, oficial de justiça, etc.) e atestando que o veículo ou as peças separadas foram apresentados à referida autoridade e se encontram fora do país de importação. As citadas autoridades aduaneiras poderão igualmente aceitar qualquer outra prova documental comprovativa de que os veículos ou as peças separadas se encontram fora do país de importação. Se não se tratar de uma caderneta de passagem nas alfândegas e quando o título não tiver caducado, este será apresentado ao mesmo tempo que a justificação acima prevista. Se se tratar de uma caderneta, atender-se-á, para justificação da reexportação do veículo ou das peças separadas, aos vistos de passagem apostos pelas autoridades aduaneiras dos países posteriormente visitados.

2. No caso de destruição, perda ou roubo de um título de importação temporária que não tenha sido regularmente descarregado, mas referente a um veículo ou a peças separadas que tenham sido reexportados, as autoridades aduaneiras do país de importação aceitarão, como justificação da reexportação, a apresentação de um certificado conforme o modelo constante do anexo 5 à presente Convenção emitido por uma autoridade oficial (cônsul, alfândega, polícia, presidente da câmara, oficial de justiça, etc.) e atestando que o veículo ou as peças separadas foram apresentados à referida autoridade e se encontram fora do país de importação posteriormente ao termo da validade do título. As citadas autoridades aduaneiras poderão igualmente aceitar qualquer outra prova documental comprovativa de que o veículo ou as peças separadas se encontram fora do país de importação.

3. No caso de destruição, perda ou roubo de uma caderneta de passagem nas alfândegas referente a um veículo ou a peças separadas que se encontram no território de um dos Estados contratantes, as autoridades aduaneiras desse Estado aceitarão, a pedido da associação interessada, um título de substituição cuja validade expirará na data em que expiraria a validade da caderneta substituída. Esta aceitação anulará a aceitação anterior da caderneta destruída, perdida ou roubada. Se, para reexportação do veículo ou das peças separadas, for emitido, em vez de um título de substituição, uma licença de reexportação ou qualquer documento análogo, o visto de saída apostado nessa licença ou nesse documento será aceite como prova suficiente da reexportação.

4. Se um veículo tiver sido roubado depois de reexportado do país de importação temporária, sem que a saída tenha sido regularmente mencionada no título de importação temporária e sem que no referido título figurem os vistos de entrada apostos pelas autoridades aduaneiras dos países posteriormente visitados, este título poderá, no entanto, ser regularizado desde que a associação responsável o apresente e forneça provas satisfatórias do roubo. Se o título não tiver caducado, as autoridades aduaneiras poderão exigir a sua entrega.

ARTIGO 25.º

Nos casos visados no artigo 24.º, as autoridades aduaneiras reservam-se o direito de cobrar uma taxa de regularização.

ARTIGO 26.º

As autoridades aduaneiras não têm o direito de exigir da associação responsável o pagamento dos direitos e taxas de entrada relativos a veículos ou peças separadas importados temporariamente quando não tenham comunicado a falta de descarga do título de importação temporária a essa associação no prazo de um ano, a contar da data em que expira o prazo da validade do título.

ARTIGO 27.º

1. As associações responsáveis têm o prazo de um ano, a contar da data da notificação da falta de descarga dos títulos de importação temporária, para apresentar a prova da reexportação dos veículos ou peças separadas em causa nas condições previstas na presente Convenção.

2. Se essa prova não for apresentada nos prazos fixados, a associação responsável procederá, sem demora, ao depósito ou ao pagamento provisório dos direitos e taxas de entrada exigíveis. Esse depósito, ou esse pagamento, tornar-se-á definitivo no fim do prazo de um ano, a contar da data em que tiver sido efectuado. Durante este último prazo a associação responsável poderá ainda, para efeito da restituição das importâncias depositadas ou pagas, beneficiar das facilidades previstas no parágrafo precedente.

3. Para os países cuja legislação não preveja o regime de depósito ou de pagamento provisório de direitos e taxas de entrada, os pagamentos efectuados nos termos do parágrafo precedente serão considerados definitivos, subentendendo-se que as importâncias cobradas poderão ser reembolsadas quando estiverem cumpridas as condições previstas no presente artigo.

4. No caso de falta de descarga de um título de importação temporária, a associação responsável não poderá ser obrigada a pagar uma quantia superior à importância dos direitos e taxas de entrada aplicáveis aos veículos ou às peças separáveis não reexportados, acrescida eventualmente dos juros de mora.

ARTIGO 28.º

No caso de fraude, contravenção ou abuso, os Estados contratantes terão o direito, não obstante o dis-

posto na presente Convenção, de proceder judicialmente contra as pessoas beneficiárias dos títulos de importação temporária para cobrar os direitos e taxas de entrada, bem como para impor as penalidades em que essas pessoas tenham incorrido. Neste caso as associações responsáveis deverão prestar o seu concurso às autoridades aduaneiras.

CAPÍTULO VIII

Disposições diversas

ARTIGO 29.º

Os Estados contratantes procurarão não estabelecer formalidades aduaneiras que possam prejudicar o desenvolvimento do turismo internacional.

ARTIGO 30.º

Para acelerar o cumprimento das formalidades aduaneiras, os Estados contratantes limítrofes procurarão realizar a justaposição das respectivas instalações aduaneiras e fazer coincidir as horas de expediente dos serviços correspondentes.

ARTIGO 31.º

Qualquer infracção ao disposto na presente Convenção, qualquer substituição, falsa declaração ou manobra tendente a fazer beneficiar indevidamente uma pessoa ou objecto do regime de importação previsto na presente Convenção expõe o infractor, no país em que a infracção foi praticada, às sanções consignadas na legislação desse país.

ARTIGO 32.º

Nenhuma das disposições da presente Convenção impedirá os Estados contratantes que constituam uma união aduaneira ou económica de estabelecer normas especiais aplicáveis às pessoas residentes nos países que fazem parte dessa união.

CAPÍTULO IX

Disposições finais

ARTIGO 33.º

1. A presente Convenção ficará aberta até Dezembro de 1954 à assinatura de qualquer Estado Membro da Organização das Nações Unidas e de qualquer outro Estado convidado a participar na Conferência das Nações Unidas sobre formalidades aduaneiras relativas à importação temporária de veículos de turismo e ao turismo, realizada em Nova Iorque em Maio e Junho de 1954 e abaixo designada por «Conferência».

2. A presente Convenção deverá ser ratificada e os instrumentos de ratificação serão depositados junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

ARTIGO 34.º

1. A partir de 1 de Janeiro de 1955, qualquer dos Estados mencionados no § 1.º do artigo 33.º, e qualquer outro Estado que para tal tenha sido convidado pelo Conselho Económico e Social das Nações Unidas, poderá aderir à presente Convenção. Será igualmente possível a adesão em nome de qualquer território sob tutela confiada à administração das Nações Unidas.

2. A adesão será feita mediante depósito de um instrumento de adesão junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

ARTIGO 35.º

1. A presente Convenção entrará em vigor no nonagésimo dia seguinte à data do depósito do décimo quinto

instrumento de ratificação ou adesão, quer sem reservas, quer com reservas aceites nas condições previstas no artigo 39.º

2. Para cada Estado que o tiver ratificado ou a ele tiver aderido depois da data do depósito do décimo quinto instrumento de ratificação ou adesão previsto no parágrafo anterior, a Convenção entrará em vigor no nonagésimo dia seguinte à data do depósito, por esse Estado, do seu instrumento de ratificação ou adesão, quer sem reservas, quer com reservas aceites de harmonia com as condições previstas no artigo 39.º

ARTIGO 36.º

1. Depois de a presente Convenção ter estado em vigor durante três anos, qualquer Estado contratante poderá denunciá-la por meio de notificação dirigida ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

2. A denúncia tornar-se-á efectiva quinze meses depois da data em que o Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas tenha recebido a notificação.

ARTIGO 37.º

A presente Convenção deixará de produzir os seus efeitos se, em qualquer altura depois da sua entrada em vigor, o número de Estados contratantes for inferior a oito durante um período de doze meses consecutivos.

ARTIGO 38.º

1. Qualquer Estado poderá, na altura do depósito do seu instrumento de ratificação ou adesão, ou, ulteriormente, em qualquer altura, declarar, por meio de notificação dirigida ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, que a presente Convenção será aplicável à totalidade ou parte dos territórios que representa no plano internacional. A Convenção será aplicável aos territórios mencionados na notificação, quer a partir do nonagésimo dia depois da recepção dessa notificação pelo Secretário-Geral, se a notificação não incluir qualquer reserva, quer a partir do nonagésimo dia posterior à data em que a notificação se tiver tornado efectiva, de harmonia com o artigo 39.º, quer na data em que a Convenção tiver entrado em vigor para o Estado em questão, no caso de esta ser posterior.

2. Qualquer Estado que, de harmonia com o parágrafo anterior, tiver feito uma declaração no sentido de tornar a presente Convenção aplicável a um território que represente no plano internacional poderá, em conformidade com o artigo 36.º, denunciar a Convenção unicamente em relação a esse território.

ARTIGO 39.º

1. As reservas feitas à presente Convenção antes da assinatura da Acta final serão admitidas se forem aceites pela Conferência por maioria dos seus membros e consignadas na Acta final.

2. As reservas à presente Convenção apresentadas depois da assinatura da Acta final não serão admitidas se um terço dos Estados signatários ou dos Estados contratantes opuser quaisquer objecções nas condições abaixo mencionadas.

3. O texto de qualquer reserva apresentada por um Estado ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, quando de uma assinatura, do depósito de um instrumento de ratificação ou adesão ou de qualquer notificação prevista no artigo 38.º, será comunicado pelo Secretário-Geral a todos os Estados que tiverem assinado ou ratificado a Convenção ou a ela tiverem aderido. A reserva não será aceite se um terço desses

Estados formular uma objecção dentro de um prazo de noventa dias, a contar da data de comunicação. O Secretário-Geral informará todos os Estados visados no presente parágrafo de qualquer objecção que lhe tenha sido notificada, assim como da aceitação ou rejeição da reserva.

4. Qualquer objecção formulada por um Estado que tenha assinado a Convenção, mas que não a tenha ratificado, cessará de ter efeito se o Estado que a formulou não ratificar a Convenção no prazo de nove meses, a contar da referida objecção. Se o facto de uma objecção deixar de ter efeito tiver por consequência a aceitação da reserva de harmonia com o parágrafo anterior, o Secretário-Geral comunicá-lo-á aos Estados mencionados nesse parágrafo. Não obstante o disposto no parágrafo anterior, o texto de uma reserva não será comunicado a um Estado signatário que não tenha ratificado a Convenção dentro dos três anos seguintes à data da assinatura aposta em seu nome.

5. O Estado que apresentar a reserva poderá retirá-la num prazo de doze meses, a contar da data da comunicação do Secretário-Geral, nos termos do parágrafo 3, anunciando a rejeição da reserva segundo o processo previsto nesse parágrafo. O instrumento de ratificação ou adesão ou, conforme o caso, a notificação prevista no artigo 38.º produzirá então efeito, em relação a esse Estado, a contar da data da retirada. Até que a reserva seja retirada, o instrumento ou, conforme o caso, a notificação ficará sem efeito, a menos que a reserva seja ulteriormente aceite, nos termos do disposto no parágrafo 4.

6. As reservas aceites de harmonia com o presente artigo poderão ser retiradas em qualquer altura por meio de notificação dirigida ao Secretário-Geral.

7. Os Estados contratantes não são obrigados a conceder ao Estado autor de uma reserva as vantagens previstas nas disposições da Convenção que foram objecto da referida reserva. Qualquer Estado que recorra a essa faculdade dará desse facto conhecimento ao Secretário-Geral, o qual, por sua vez, informará todos os Estados signatários e contratantes.

ARTIGO 40.º

1. Qualquer controvérsia entre dois ou mais Estados contratantes quanto à interpretação ou aplicação da presente Convenção será resolvida, na medida do possível, por meio de negociações entre os Estados em litígio.

2. Qualquer controvérsia que não tenha sido resolvida por meio de negociações será submetida a arbitragem, a requerimento de qualquer dos Estados contratantes em litígio, e será, consequentemente, submetida a um ou mais árbitros escolhidos de comum acordo pelos Estados em litígio. Se dentro do prazo de três meses, a contar do pedido de arbitragem, os Estados em litígio não chegarem a acordo quanto à escolha do árbitro ou árbitros, qualquer desses Estados poderá solicitar ao presidente do Tribunal Internacional de Justiça que designe um árbitro único, ao qual a controvérsia será submetida para resolução.

3. A decisão do árbitro ou árbitros, designados de harmonia com o parágrafo anterior, será obrigatória para os Estados contratantes interessados.

ARTIGO 41.º

1. Depois de a presente Convenção ter estado em vigor durante três anos, qualquer Estado contratante poderá, por meio de notificação dirigida ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, requerer a convocação de uma conferência, com o fim de rever a presente Convenção. O Secretário-Geral notificará esse

requerimento a todos os Estados contratantes e convocará uma conferência de revisão se, no prazo de quatro meses, a contar da data da notificação por ele enviada, metade, pelo menos, dos Estados contratantes lhe comunicar o seu acordo.

2. Se for convocada uma conferência de harmonia com o parágrafo anterior, o Secretário-Geral comunicá-lo-á a todos os Estados contratantes e convidá-los-á a apresentar, num prazo de três meses, as propostas que desejam ver examinadas pela conferência. O Secretário-Geral comunicará a todos os Estados contratantes a agenda provisória da conferência, assim como o texto dessas propostas, três meses, pelo menos, antes da data da abertura da conferência.

3. O Secretário-Geral convidará, para qualquer conferência convocada nos termos do presente artigo, todos os Estados contratantes e todos os outros Estados Membros da Organização das Nações Unidas ou de uma das suas instituições especializadas.

ARTIGO 42.º

1. Qualquer Estado contratante poderá propor uma ou várias emendas à presente Convenção. O texto de qualquer projecto de emenda será comunicado ao Secretário-Geral das Nações Unidas, que, por sua vez, o transmitirá a todos os Estados contratantes.

2. Qualquer projecto de emenda que tenha sido transmitida de harmonia com o parágrafo anterior será considerado aceite se nenhum dos Estados contratantes formular qualquer objecção dentro de um prazo de seis meses, a contar da data em que o Secretário-Geral tiver transmitido a proposta de emenda.

3. O Secretário-Geral dará a conhecer a todos os Estados contratantes, com a maior brevidade possível, qualquer objecção que tenha sido formulada contra o projecto de emenda e, na ausência de qualquer objecção, a emenda entrará em vigor para todos os Estados contratantes três meses depois de expirado o prazo de seis meses mencionado no parágrafo anterior.

ARTIGO 43.º

O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas notificará a todos os Estados Membros da Organi-

zação das Nações Unidas e a todos os outros Estados convidados a participar na conferência:

a) As assinaturas, ratificações e adesões recebidas de harmonia com os artigos 33.º e 34.º;

b) A data em que a presente Convenção entrará em vigor de harmonia com o artigo 35.º;

c) As denúncias recebidas nos termos do artigo 36.º;

d) A ab-rogação da presente Convenção em conformidade com o artigo 37.º;

e) As modificações recebidas de harmonia com o artigo 38.º;

f) A entrada em vigor de qualquer emenda de harmonia com o artigo 42.º

ARTIGO 44.º

O original da presente Convenção será depositado junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, que dele transmitirá cópias devidamente autenticadas a todos os membros da Organização das Nações Unidas e a todos os outros Estados convidados a participar na Conferência.

Em fé do que os abaixo assinados, para tal devidamente autorizados, assinaram a presente Convenção.

Feito em Nova Iorque em 4 de Junho de 1954, num único exemplar, em língua inglesa, espanhola e francesa, fazendo igualmente fé os três textos.

O Secretário-Geral é convidado a mandar executar uma tradução da presente Convenção nas línguas chinesa e russa, fazendo fé, e a juntar os textos chinês e russo aos textos inglês, espanhol e francês quando transmitir aos Estados as cópias autenticadas mencionadas no artigo 44.º da presente Convenção.

ANEXO I

Caderneta de passagem nas alfândegas

Todos os dizeres impressos na caderneta de passagem nas alfândegas são redigidos em francês.

As dimensões são de 22 cm x 27 cm.

A associação que emite a caderneta deve mencionar o seu nome em cada uma das folhas *volets* e indicar, em seguida, as iniciais da organização internacional em que está filiada.

(Rosto da capa)

(Organização internacional)

CADERNETA DE PASSAGEM NAS ALFÂNDEGAS PARA OS VEÍCULOS AUTOMÓVEIS E CARROS DE REBOQUE

- 1 1
- 2 N.º 2
- 3 VÁLIDA POR UM ANO, ou seja até ... inclusive, 3
(escrever a data com tinta encarnada)
- 4 com a condição de o titular cumprir, durante este período, as condições previstas pelas leis e regula- 4
mentos aduaneiros dos países visitados.
- 5 Emitido por ... 5
- 6 Titular ... 6
(em letras maiúsculas) Não
válida
para
- 7 Residência habitual ou sede comercial ... 7
(em letras maiúsculas)
- 8 Para um veículo matriculado em ... com o n.º ... 8
- 9 Esta caderneta pode ser utilizada nos países seguintes: 9

(LISTA DOS PAÍSES)

--	--	--

(Página 2 da capa)

DESCRIÇÃO DO VEÍCULO

PRORROGAÇÃO DE VALIDADE








- 7 AUTOMÓVEL *de combustão interna, eléctrico, a vapor;*
CARRO DE REBOQUE;
- 8 Tipo (automóvel, autocarro, camião, camioneta de carga, tractor, motocicleta com ou sem side-car, velocípede com motor auxiliar) *(riscar as palavras inúteis)*
- 9 Matriculado em ... com o n.º ...
- 10 Chassis ... { Marca ...
- 11 { Número ...
- 12 { Marca ...
- 13 { Número ...
- 14 Motor ... { Número de cilindros ...
- 15 { Força em cavalos ...
- 16 { Tipo ou forma ...
- 17 Carroçaria ... { Cor ...
- 18 { Forro interior ...
- 19 { Número de lugares ou carga útil ...
- 20 Pneus sobresselentes ...
- 21 Aparelho de rádio *(indicar a marca)* ...
- 22 Diversos ...
- 23 ...
- 24 ...
- 25 ...
- 26 Peso líquido do veículo, em quilogramas ...
- 27 Valor do veículo ...

28 Emitido em ..., em ... de ... de 19 ...

29 Com a obrigação para o titular de reexportar o veículo dentro do prazo de validade fixado e de se conformar com as leis e regulamentos aduaneiros sobre a importação temporária dos veículos automóveis nos países visitados, sob garantia, em cada um dos países onde o documento é válido, da associação aprovada, filiada na organização internacional abaixo assinada. Findo o prazo de validade, a caderneta deve ser devolvida à associação que a omitiu.

30 Assinatura do titular Assinatura do secretário-geral da organização internacional Assinatura do delegado da associação que emite a caderneta

(Rosto das páginas interiores)

I 1 TALAO	I 1 FOLHA DE SAÍDA	I 1 FOLHA DE ENTRADA
2 A entrada em ...	2 Da caderneta de passagem nas alfândegas N.º 	2 Da caderneta de passagem nas alfândegas N.º 
3 do veículo descrito na caderneta	3 VÁLIDA até ...	3 VÁLIDA até ...
4 N.º 	4 Emitida por ...	4 Emitida por ...
5 efectuou-se em ...	5 Titular ... (em letras maiúsculas) ...	5 Titular ... (em letras maiúsculas) ...
6 pela estação fiscal de ...	6 Residência habitual ... } (em letras ou sede comercial ... } maiúsculas)	6 Residência habitual ... } (em letras ou sede comercial ... } maiúsculas)
7 	7 Para um AUTOMÓVEL de combustão interna, eléctrico, a vapor; CARRO DE REBOQUE (riscar as palavras inúteis)	7 Para um AUTOMÓVEL de combustão interna, eléctrico, a vapor; CARRO DE REBOQUE (riscar as palavras inúteis)
8 Assinatura do funcionário	8 Tipo (automóvel, autocarro, camião, camioneta de carga, tractor, motocicleta com ou sem side-car, velocipede com motor auxiliar)	8 Tipo (automóvel, autocarro, camião, camioneta de carga, tractor, motocicleta com ou sem side-car, velocipede com motor auxiliar)
	9 Matriculado em ... com o número ...	9 Matriculado em ... com o número ...
	10 «Châssis».. { Marca ... 11 { Número ...	10 «Châssis».. { Marca ... 11 { Número ...
	12 { Marca ... 13 { Número ... 14 Motor..... { Número de cilindros ... 15 { Força em cavalos ...	12 { Marca ... 13 { Número ... 14 Motor..... { Número de cilindros ... 15 { Força em cavalos ...
	16 { Tipo ou forma ... 17 { Cor ... 18 Carroçaria { Forro interior ... 19 { Número de lugares ou carga útil ...	16 { Tipo ou forma ... 17 { Cor ... 18 Carroçaria { Forro interior ... 19 { Número de lugares ou carga útil ...
	20 Pneus sobresselentes ...	20 Pneus sobresselentes ...
	21 Aparelho de rádio (indicar a marca) ...	21 Aparelho de rádio (indicar a marca) ...
9 A saída de ...	22 Diversos ...	22 Diversos ...
10 efectuou-se em ...	23 ...	23 ...
11 pela estação fiscal de ...	24 ...	24 ...
	25 ...	25 ...
	26 Peso líquido do veículo, em quilogramas ...	26 Peso líquido do veículo, em quilogramas ...
	27 Valor do veículo ...	27 Valor do veículo ...
	28 Data da saída ...	28 Data da entrada ...
	29 Pela estação fiscal de ...	29 Pela estação fiscal de ...
	30 Folha registada com o número ...	30 Folha registada com o número ...
12 	31 	31 
13 Assinatura do funcionário	32 Assinatura do funcionário	32 Assinatura do funcionário
	33 Para devolver à estação fiscal ...	33 N. B. — A estação fiscal de entrada deve preencher nas linhas 33 e 34 a folha de saída contigua.
	34 onde a caderneta foi registada com o número ...	

(Verso das páginas interiores)

Eu, abaixo assinado, declaro que as informações que figuram no verso são exactas e verídicas, que a minha residência habitual não está situada no país de importação e que só permanecerei temporariamente nesse país, que me conformarei com todas as disposições dos regulamentos aduaneiros sobre a importação temporária de veículos/carros de reboque e que reexportarei o veículo/carro de reboque mencionado no verso dentro do prazo de validade do presente documento.

... (Assinatura do titular).

(Páginas 3 e 4 da capa)

A associação que emitiu a presente caderneta presta aos utentes as informações seguintes:

ANEXO 2

Triptico

Todas as indicações impressas do tríptico são redigidas na língua nacional do país de importação; também podem ser redigidas noutra língua.

As dimensões são de 13 cm \times 29,5 cm.

1 FOLHA DE ENTRADA

Esta folha deve ser destacada e conservada pela estação fiscal de entrada

TRÍPTICO N.º

Para ...
(país de validação)

VÁLIDA até ...

Garantido por ...
Emitido por ...
Titular ...
Residência habitual ...
ou sede comercial ...
Para um AUTOMÓVEL de combustível interna, eléctrico, a vapor; um CARRO DE REBOQUE; Tipo (automóvel, autocarro, camião, camioneta de carga, tractor, motocicleta com ou sem side-car, velocípede com motor auxiliar)
Matriculado em ... com o n.º ...
«Chassis» ...
Número ...
Marca ...
Número ...
Para um MOTOR ...
Número ...
Marca ...
Número de cilindros ...
Força em cavalos ...
Tipo ou forma ...
Cor ...
Forno interior ...
Número de lugares ou carga útil ...
Pneus sobressolentes ...
Aparelho de rádio (indicar a marca) ...
Diversos ...
...
...
Peso líquido do veículo, em quilogramas ...
Valor do veículo ...
Data de entrada ...
Pela estação fiscal de ...
...
Folha registada com o n.º ...

Carimbo da casa fiscal

Assinatura do funcionário

Não esquecer de preencher da mesma forma a parte correspondente das folhas n.ºs 2 e 3.

VISTOS DE PASSAGENS

Assinaturas e carimbos com data das estações fiscais de passagens

ENTRADA	SAÍDA
ENTRADA	SAÍDA
ENTRADA	SAÍDA
ENTRADA	SAÍDA
ENTRADA	SAÍDA
ENTRADA	SAÍDA
ENTRADA	SAÍDA
ENTRADA	SAÍDA
ENTRADA	SAÍDA

3 FOLHA A CONSERVAR PELO TITULAR

Esta folha deve ser conservada pelo titular depois de carimbada e assinada pelas autoridades aduaneiras na altura (1) da primeira entrada em ... e (2) da reexportação definitiva de ...; e deve ser devolvida a ... (associação que emitiu o documento)

TRÍPTICO N.º

Para ...
(país de validade)

VÁLIDA até ...

Garantido por ...
Emitido por ...
Titular ...
Residência habitual ...
ou sede comercial ...
Para um AUTOMÓVEL de combustível interna, eléctrico, a vapor; um CARRO DE REBOQUE; Tipo (automóvel, autocarro, camião, camioneta de carga, tractor, motocicleta com ou sem side-car, velocípede com motor auxiliar)
Matriculado em ... com o n.º ...
«Chassis» ...
Número ...
Marca ...
Número ...
Para um MOTOR ...
Número ...
Marca ...
Número de cilindros ...
Força em cavalos ...
Tipo ou forma ...
Cor ...
Forno interior ...
Número de lugares ou carga útil ...
Pneus sobressolentes ...
Aparelho de rádio (indicar a marca) ...
Diversos ...
...
...
Peso líquido do veículo, em quilogramas ...
Valor do veículo ...
Data de entrada ...
Pela estação fiscal de ...
...
Folha registada com o n.º ...

Carimbo da casa fiscal

Assinatura do funcionário

Não esquecer de preencher da mesma forma a parte correspondente das folhas n.ºs 1 e 2.

Data da reexportação definitiva ...
Pela estação fiscal de ...

Carimbo da casa fiscal

Assinatura do funcionário

Não esquecer de preencher da mesma forma a parte correspondente da folha n.º 2.

TRÍPTICO

Para ...
(país de validade)


N.º 

Permite-se a importação deste veículo desde que o titular o reexporte o mais tardar na data acima mencionada e se conforme com as leis e regulamentos actuaes sobre importação temporária de veículos motorizados no país visitado, sob a garantia de ... (associação responsável), em virtude do compromisso que essa associação tomou para com ... (autoridade actual).

..., de ... de 19 ...
Assinatura do secretário da associação responsável ...
Assinatura do titular ...

2 FOLHA DE SAÍDA

Esta folha deve ser destacada e conservada pela estação fiscal de saída para ser devolvida à estação fiscal da primeira entrada.

TRÍPTICO N.º 

Para ...
(país de validade)

VÁLIDA até ...

Garantido por ...
Emitido por ...
Titular ... } (em letras maiúsculas)
Residência habitual ... }
ou sede comercial ... }
Para um AUTOMÓVEL de combustível interna,
elétrico, a vapor, um CARRO DE REBOQUE,
Tipo (automóvel, autocarro, camião, camioneta de
carga, tractor, motocicleta com ou sem side-car,
velocipede com motor auxiliar)
Matriculado em ... com o n.º ...

«Chassis» ... { Marca ...
Número ...

Motor ... { Número ...
Número de cilindros ...
Força em cavalos ...
Tipo ou forma ...

Carroçaria ... { Forro interior ...
Número de lugares ou carga útil ...

Pneus sobressolentes ...
Aparelho de rádio (indicar a marca) ...
Diversos ...
Peso líquido do veículo, em quilogramas ...
Valor do veículo ...

Data da entrada ...
Pela estação fiscal de ...
Folha registada com o n.º ...

Carimbo da casa fiscal

Assinatura do funcionário

Não esquecer de preencher da mesma forma a parte correspondente das folhas n.ºs 1 e 3.

Data de reexportação definitiva ...
Pela estação fiscal de ...

Carimbo da casa fiscal

Assinatura do funcionário

Não esquecer de preencher da mesma forma a parte correspondente da folha n.º 3.

ANEXO 3

Díptico

O díptico é redigido nas línguas nacionais dos dois países interessados.

As dimensões são de 11 cm x 24,5 cm.

O díptico compõe-se de:

- 1) Um talão e um rótulo destacável;
- 2) Uma folha com um certificado de identificação cujos modelos constam do presente anexo.

O díptico dispensa a aceitação do título pela alfândega à entrada no país de importação temporária, assim como o visto na altura das passagens. Este título é utilizado da maneira seguinte:

O díptico é emitido pela associação autorizada do país de matrícula do veículo. O talão é conservado pela associação emissora. O rótulo é colado no pára-brisas do veículo.

A folha é entregue ao titular, que a deve devolver, devidamente preenchida, no prazo de quinze dias, depois de findo o prazo de validade do documento, juntamente com o certificado de identificação.

A associação expedidora envia às autoridades aduaneiras do seu país uma relação de todos os documentos cujo prazo de validade expirou e que não foram regularizados durante o mês anterior. Esta relação é em seguida enviada às autoridades aduaneiras do país de importação temporária. A associação responsável do país de importação temporária garante o pagamento dos direitos e taxas de entrada exigidos pelas autoridades aduaneiras.

O rótulo, colado no pára-brisas do veículo, permite à estação fiscal de saída, assim como à estação fiscal de entrada no país de importação temporária, constatar imediatamente que o veículo se encontra munido de um título aduaneiro de que pode, eventualmente, exigir a apresentação.

Associação emissora ...

1

Documento permitindo a importação temporária em ./.. de um veículo automóvel matriculado em .../...

DÍPTICO N.º

VÁLIDA até ...

Titular ...
Residência habitual ... ou sede comercial ... } (em letras maiúsculas)

Para um AUTOMÓVEL de combustão interna, eléctrico, a vapor; um CARRO DE REBOQUE; Tipo (automóvel, autocarro, camião, camioneta de carga, tractor, motocicleta com ou sem *side-car*, velocípede com motor auxiliar) } (riscar as palavras inúteis)

Matriculado em ... com o n.º ...

«Chassis» { Marca ...
Número ...

Motor { Marca ...
Número ...
Número de cilindros ...
Força em cavalos ...

Carroçaria { Tipo ou forma ...
Cor ...
Forro interior ...
Número de lugares ou carga útil ...

Pneus sobresselentes ...

Aparelho de rádio (*indicar a marca*) ...

Diversos ...

Peso líquido do veículo, em quilogramas ...

Valor do veículo ...



Associação emissora ...

1

Documento permitindo a importação temporária em .../... de um veículo automóvel matriculado em .../...

DÍPTICO N.º

VÁLIDA até ...

Titular ...
Residência habitual ... ou sede comercial ... } (em letras maiúsculas)

Para um AUTOMÓVEL de combustão interna, eléctrico, a vapor; um CARRO DE REBOQUE; Tipo (automóvel, autocarro, camião, camioneta de carga, tractor, motocicleta com ou sem *side-car*, velocípede com motor auxiliar) } (riscar as palavras inúteis)

Matriculado em ... com o n.º ...

«Chassis» { Marca ...
Número ...

Motor { Marca ...
Número ...
Número de cilindros ...
Força em cavalos ...

Carroçaria { Tipo ou forma ...
Cor ...
Forro interior ...
Número de lugares ou carga útil ...

Pneus sobresselentes ...

Aparelho de rádio (*indicar a marca*) ...

Diversos ...

Peso líquido do veículo, em quilogramas ...

Valor do veículo ...

Permite-se a importação deste veículo desde que o titular o reexporte o mais tardar na data acima mencionada e se conforme com as leis e regulamentos aduaneiros sobre importação temporária de veículos motorizados do país visitado, sob a garantia de ... (associação responsável), em virtude do compromisso que essa associação tomou para com as autoridades aduaneiras.

..., ... de ... de 19 ...



Assinatura do secretário da associação responsável ...
Assinatura do titular ...

No termo do prazo de validade, o titular deverá devolver esta folha à associação emissora depois de ter feito preencher o certificado de identificação previsto no verso.

1 Lugar reservado à menção dos dois países que autorizam conjuntamente a utilização do díptico para importação temporária num desses países dos veículos matriculados no outro.

(Páginas interiores)

CERTIFICADO DE IDENTIFICAÇÃO

A preencher por uma das autoridades abaixo indicadas e a devolver à associação emissora, depois de expirado o prazo de validade.

..., ... de ... de 19...

Nós abaixo assinados (1) ...

...

...

certificamos que foi apresentado nesta data o automóvel descrito (2) ...

pertencente ao Sr. ...

...

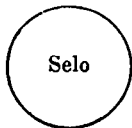
morador em ...

...

em fé do que expedimos o presente certificado.

...

Procedemos nesta data à destruição do rótulo aposto no referido veículo.



Selo

...
(assinatura)

Comprometo-me a acatar, sob a cominação legal, as leis e regulamentos aduaneiros sobre a importação temporária em ... / ... e a regularizar o presente título de turismo antes de ...

O titular

...
(assinatura)

A associação emissora garante os compromissos acima assumidos até ao limite da importância dos direitos e taxas exigíveis sobre o veículo descrito, objecto do presente documento.

...
(assinatura e carimbo)

(1) Autoridade aduaneira, presidente da câmara, comissário de polícia, guarda republicana, notário, oficial de diligências ou qualquer outro oficial de justiça dispondo de um carimbo oficial.

(2) Todas as indicações sobre a identificação do veículo devem ser cuidadosamente verificadas e qualquer discordância deve ser assinalada.

ANEXO 4

Prorrogação da validade da caderneta de passagem nas alfândegas

1. A fórmula de prorrogação de validade deve ser conforme ao modelo constante do presente anexo.

A fórmula é redigida em francês. As indicações que contêm podem ser repetidas noutras línguas.

2. A pessoa que requer a prorrogação e a associação responsável que trata desse requerimento deverão adotar o procedimento seguinte:

a) Assim que o titular de uma caderneta de passagem nas alfândegas verifique que é obrigado a pedir uma prorrogação do prazo de validade do seu documento entregará à associação responsável, juntamente com a caderneta, um pedido de prorrogação, expondo as circunstâncias que o obrigaram a formular esse requerimento. A título justificativo, juntará ao seu pedido, conforme o caso, um certificado médico, um atestado da oficina de reparação ou qualquer outro documento autenticado comprovando a veracidade do caso de força maior invocado;

b) Se a associação responsável entender que o pedido de prorrogação pode ser apresentado à alfândega, aporá, por meio de um carimbo, a fórmula indicada no parágrafo 1, na capa da caderneta de passagem na alfândega, no sítio especialmente reservado para esse efeito;



c) A associação responsável indicará, na parte esquerda da fórmula, até que data (em letras e em algarismos) a prorrogação é solicitada. Na fórmula será aposta a assinatura do presidente da associação ou do seu delegado, bem como o carimbo oficial da associação.

d) A duração da prorrogação não deve exceder o prazo razoável necessário para terminar a viagem, prazo que não deverá normalmente ultrapassar três meses a contar do termo da validade da caderneta de passagem nas alfândegas.

e) A associação responsável enviará em seguida a caderneta à competente autoridade aduaneira do seu país. Juntará à caderneta o requerimento do titular acompanhado dos documentos justificativos.

f) A autoridade aduaneira decidirá se a prorrogação deve ser concedida. Poderá reduzir a duração da prorrogação pedida ou recusar qualquer prorrogação. Se a prorrogação for concedida, o funcionário aduaneiro competente completará na capa da caderneta a fórmula impressa pela associação responsável, dando-lhe um número de ordem ou de registo e mencionando o lugar, a data e a sua categoria. Aporá em seguida a sua assinatura, assim como o carimbo oficial da casa fiscal.

g) A caderneta de passagem nas alfândegas será então devolvida à associação responsável, que a restituirá ao interessado.

<p>Pais ...</p> <p>Associação responsável ...</p> <p>É pedida a prorrogação desta caderneta, para todos os países em que ela é válida, até ...</p> <p>...</p> <p style="text-align: center;"><i>(em letras e algarismos)</i></p> <p>..., ... de ... de 19...</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center; margin-top: 20px;"> <div style="text-align: center;">  </div> <div style="text-align: center;"> <p>Assinatura do presidente ou do delegado da associação responsável.</p> </div> </div>	<p>N.º ...</p> <p>Prorrogação concedida até ...</p> <p>...</p> <p>...</p> <p style="text-align: center;"><i>(em letras e algarismos)</i></p> <p>..., ... de ... de 19...</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center; margin-top: 20px;"> <div style="text-align: center;">  </div> <div style="text-align: center;"> <p>Assinatura e categoria do funcionário da alfândega.</p> </div> </div>
---	---

ANEXO 5

Modelo de certificado para regularização dos títulos de importação temporária
não descarregados, destruídos, perdidos ou roubados

(Este certificado deve ser preenchido, quer por uma autoridade consular do país em que o título de importação temporária deveria ter sido descarregado, quer por uma autoridade oficial [alfândega, polícia, presidente da câmara, oficial de justiça, etc.] do país onde o veículo foi apresentado)

... (nome do país)

A autoridade abaixo assinada ...

...

certifica que neste dia ... de 19... (precisar a data)

foi apresentado um veículo em ... (localidade e país)

por ... (apelido, nome e morada)

Foi verificado que este veículo obedecia às seguintes características:

Tipo de veículo (automóvel de turismo, autocarro, etc.) ...

Matriculado em ... com o N.º ...

«Chassis» . . . { Marca ...
Número ...

Motor { Marca ...
Número ...
Número de cilindros ...
Força em cavalos ...

Carroçaria . . . { Tipo ou forma ...
Cor ...
Forro interior ...
Número de lugares ou carga útil ...

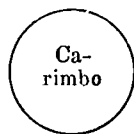
Pneus sobresselentes ...

Aparelho de rádio (indicar a marca) ...

Diversos ...

...

Fórmulas a adoptar conforme o caso { 1.ª fórmula { Este exame foi efectuado contra a apresentação dos títulos de importação temporária abaixo emitidos para o veículo acima descrito ...
...
(número de ordem, data e local da emissão da caderneta de passagem nas alfândegas ou do triptico e nome do organismo que o emitiu).
2.ª fórmula - Não foi apresentado qualquer título de importação temporária.



Feito em ...

em ...

Assinatura(s) ...

Qualidade do(s) signatário(s) ...

- Pelo Afeganistão:
- Pela Albânia:
- Pela Argentina:
Ad referendum.
Luis J. Estevarena.
- Pela Austrália:
- Pela Áustria:
- Pelo Reino da Bélgica:
Sous réserve de ratification.
Ch. Hopchet.
- Pela Bolívia:
- Pelo Brasil:
- Pela Bulgária:
- Pela União da Birmânia:
- Pela República Socialista Soviética de Bielorrússia:
- Pelo Camboja:
Iem Kadul.
- Pelo Canadá:
- Pelo Ceilão:
Subject to the reservation recorded in the
Final Act.
H. Shirley Amerasinghe.
- Pelo Chile:
- Pela China:
- Pela Colômbia:
- Pela Costa Rica:
Ad referendum.
J. F. Carballo.
July 20th, 1954.
- Por Cuba:
José Miguel Ribas.
- Pela Checoslováquia:
- Pela Dinamarca:
- Pela República Dominicana:
Ad referendum.
R. O. Galván.
- Pelo Equador:
B. Oquendo.
- Pelo Egipto:
Rachad Mourad
- Por El Salvador:
- Pela Etiópia:
- Pela Finlândia:
- Pela França:
Philippe de Seynes.
- Pela República Federal Alemã:
Richard Paulig.
Walter Wagner.
- Pela Grécia:
- Pela Guatemala:
Con sujeción a las reservas consignadas
en el Acta Final.
E. Castillo Arriola.
- Pelo Haiti:
Ernest G. Chauvet.
- Por Honduras:
Tiburcio Carías Jr.
June 15, 1954.
- Pela Hungria:
- Pela Islândia:
- Pela Índia:
Subject to the reservations recorded in
the Final Act.
A. S. Lall.
- Pela Indonésia:
- Pelo Irão:
- Pelo Iraque:
- Pela Irlanda:
- Por Israel:
- Pela Itália:
Ugo Calderoni.
- Pelo Japão:
- Pelo Reino Achemita da Jordânia:
- Pela República da Coreia:
- Pelo Laos:
- Pelo Líbano:
- Pela Libéria:
- Pela Líbia:
- Pelo Grão Ducado de Luxemburgo:

Pelo México:

Con sujeción a la reserva consignada en
el Acta Final.

José A. Bufort.

Pelo Mónaco:

Marcel A. Palmaro.

Pelo Nepal:

Pelo Reino dos Países Baixos:

Paymans.

Pela Nova Zelândia:

Pela Nicarágua:

Pelo Reino da Noruega:

Pelo Paquistão:

Pelo Panamá:

Ad referendum.

Ernesto de la Ossa.

Pelo Paraguai:

Pelo Peru:

Pela República das Filipinas:

Mauro Méndez.

Pela Polónia:

Por Portugal:

Ad referendum.

Freire de Andrade.

Pela Roménia:

Por S. Marino:

Pela Arábia Saudita:

Pela Espanha:

Ad referendum.

R. de la Presilla.

Pela Suécia:

G. de Sydow.

A. Appeltofft.

Pela Suíça:

Pela Síria:

Pela Tailândia:

Pela Turquia:

Pela República Socialista Soviética da Ucrânia:

Pela União Sul-Africana.

Pela União das Repúblicas Socialistas Soviéticas.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do
Norte.

J. K. Hulme.

Pelos Estados Unidos da América:

James J. Wadsworth.

Henry H. Kelly.

Pelo Uruguai:

Ad referendum.

E. Rodríguez Fabregat.

Pela Cidade do Vaticano:

Monseigneur Thomas J. McMahon.

Pela Venezuela:

Pelo Vietname:

Pelo Iémene:

Pela Jugoslávia: